

La classe politique et la société civile parlent d'une seule voix

Le peuple algérien uni rejette toute ingérence dans ses affaires internes



Lire page 3

Acharnement contre l'Algérie

Rabehi : «La résolution du Parlement européen a démasqué le groupuscule de parlementaires qui vise à perturber la présidentielle»



Lire page 4

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a estimé, hier à Alger, que la résolution du Parlement européen (PE) sur «la situation des libertés en Algérie», a «démasqué ce groupuscule de parlementaires qui guette l'Algérie, vise à semer la zizanie et à perturber la présidentielle du 12 décembre». S'exprimant lors de sa participation à une opération de reboisement au parc des Grands Vents de Dely Ibrahim, avec la participation de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Zerouati Fatma-Zohra et de l'ambassadeur chinois à Alger, le ministre a estimé que la résolution du PE «a démasqué ce groupuscule de parlementaires qui guette l'Algérie, vise à semer la zizanie et à perturber la présidentielle du 12 décembre prochain, une présidentielle à laquelle le peuple algérien adhère positivement». A ce propos, Rabehi a souligné que «le peuple algérien a pris conscience des complots ourdis et il est déterminé à y faire face (...) à travers sa participation à l'élection prévue le 12 décembre prochain». «En consécration du principe de non-ingérence dans les affaires internes d'autrui, puisé des principes de la Charte des Nations unies que tout un chacun doit respecter...

La lutte contre la contrebande et la criminalité

Saisie de près de 600 kg de kif traité à Naâma, Oran, Béchar et Biskra

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services de Sureté nationale ont saisi à Naâma - 2° RM, ce vendredi, une quantité de kif traité s'élevant à 510 kg, tandis qu'un autre détachement de l'ANP et les éléments de la Gendarmerie nationale, ont intercepté un narcotraffiquant et saisi 70,4 kg de kif traité et 240 comprimés psychotropes à Oran - 2° RM, Béchar - 3° RM et Biskra - 4° RM», note la même source. Part ailleurs, des détachements de l'ANP «ont arrêté à Batna -

5° RM et Bordj Badji Mokhrar - 6° RM, 4 individus et saisi un véhicule et une somme de faux billets d'une valeur de 1.250.000 DA et 1000 litres de carburant destinés à la contrebande». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi un drone doté de caméra à Bordj Bou-Arréridj - 5° RM». Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments des gardes-frontières «ont arrêté à Tlemcen - 2° RM et Djanet - 4° RM, 11 immigrants clandestins de différentes nationalités».



Aïn Temouchent

Démantèlement d'un réseau de vol de poids lourds

Les éléments de la Gendarmerie nationale à Hammam Bouhadjar (Aïn Témouchent) ont réussi, dernièrement, à démanteler un réseau de vol de véhicules et engins poids lourds, a-t-on appris, vendredi, du groupement de wilaya de ce corps. Lors d'une opération menée sur la base d'informations et selon un plan de suivi des mouvements de cette bande activant dans plusieurs wilayas dont Oran, Aïn Temouchent et Sidi Bel-Abbès et l'identification de ses membres, 5 mis en cause ont été arrêtés, a-t-on indiqué. Cette opération a permis la saisie de 2 véhicules, de clés, du matériel, une somme d'argent et des documents falsifiés, a-t-on fait savoir, soulignant que 2 autres membres du réseau, en fuite, sont vivement recherchés.

Tamanrasset

51 nouveaux cas de VIH dépistés depuis le début de 2019

Cinquante-et-un nouveaux cas de VIH/sida ont été dépistés depuis le début de cette année dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris, ce samedi, des responsables du centre de référence de prise en charge des malades de sida de Tamanrasset. L'hôpital de Tamanrasset prend en charge (dépistage et suivi périodique), près de 400 malades (sidéens et séropositifs) issus des wilayas de Tamanrasset, Adrar et Illizi, en sus d'autres ressortissants africains, a précisé le chef de service des maladies infectieuses à l'hôpital de Tamanrasset, le

Dr Ilyes Akhamoukh. Le centre de référence de prise en charge des malades a recensé, depuis son ouverture en 2003, pas moins de 785 cas de Sida, dont 57 cas chez des femmes enceintes, soulignant qu'aucun cas de transmission de la mère à son bébé n'a été enregistré, a relevé Akhamoukh. L'hôpital de Tamanrasset a arrêté, dans le cadre de la Journée du sida (1^{er} décembre), un programme de sensibilisation en direction des malades leur prodiguant les conseils et modalités

de vivre avec la maladie et son environnement, a-t-il ajouté. Le programme prévoit également une rencontre, au complexe sportif «Amechouane», avec les citoyens, notamment les jeunes, pour les sensibiliser sur les dangers encourus de cette pathologie contagieuse, les voies de sa transmission et celles préventives en vue de circonscrire la propagation de la maladie, a fait savoir le même responsable.

Aïn Defla

Un mort et un blessé dans un accident de la route

Une personne est décédée et une autre a été blessée samedi à Aïn Defla dans un accident de la circulation survenu sur le chemin de wilaya N° 3, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile. L'accident s'est produit à l'entrée de la commune de Aïn Bouyahia (25 km à

l'ouest du chef-lieu de wilaya) lorsqu'un cyclomoteur a dérapé avant de percuter une personne qui marchait aux abords de la chaussée, causant le décès du conducteur (38 ans) et des blessures plus ou moins graves à la personne heurtée, a-t-on précisé. La personne décédée a été

évacuée vers la morgue de l'hôpital de Sidi Bouabida (El Attaf) au moment où le blessé a, lui, été transféré vers la polyclinique d'El Abadia. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

Accidents de la route

6 morts et 5 blessés en 48 heures

Six personnes sont mortes et 5 autres ont été blessées dans huit accidents de la route, survenus à travers le territoire national durant les dernières 48h, selon un bilan publié, ce samedi, par les services de la Protection civile. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à 22 personnes incommodées par l'inhalation du monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains dans plusieurs wilayas du pays, ajoute la même source. Par ailleurs, deux autres personnes, âgées de 58 ans et de 18 ans, sont décédées à Mascara dans l'effondrement d'une habitation suite à une explosion provoquée par le gaz de ville, indique la Protection civile, précisant que cette explosion a causé des brûlures au 2° degré à une autre personne.

● Azerbaïdjan

Saisie record de plus de 900 kg d'héroïne

Les douaniers azerbaïdjanais ont annoncé, ce samedi, avoir réalisé une saisie record de 933 kg d'héroïne à bord d'un camion transportant des fruits en provenance d'Iran, à destination de l'Ukraine. Quelque 1884 sachets d'un poids total de 933,115 kg étaient cachés entre des kiwis et des grenades, a précisé le Comité national des douanes d'Azerbaïdjan dans un communiqué. Il s'agit d'une «saisie record» pour cette ex-République soviétique du Caucase du Sud, voisine de l'Iran, selon la même source. La valeur de la drogue saisie n'a pas été précisée. Cette semaine, les douaniers azerbaïdjanais avaient déjà annoncé avoir saisi plus de 304 kg d'héroïne dans un camion en provenance d'Iran et à destination de l'Ukraine.

● Espagne

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

La police nationale espagnole a annoncé, ce samedi, le démantèlement d'une organisation criminelle qui opérait dans le trafic de drogue en Europe. Cette opération, menée en partenariat avec l'agence européenne de police Europol, s'est soldée par la saisie de 631 kg de «Cristal meth» (méthamphétamines) qui étaient cachés dans un entrepôt industriel à Badalona (province de Barcelone), et l'arrestation de 2 personnes en Espagne et quatre autres dans d'autres pays européens, a précisé la même source dans un communiqué, notant qu'il s'agit de la plus grande saisie de cette drogue de l'histoire du pays ibérique. L'enquête a commencé début 2018 lorsque l'Europol avait mis en garde contre la présence de différents groupes criminels opérant en Europe qui utiliseraient l'Espagne comme plateforme pour l'achat, le stockage et le transport de grandes quantités de drogue, notamment la cocaïne, la méthamphétamine et la marijuana. Après plusieurs investigations, les agents de police nationale ont détecté la présence de l'un de ces groupes dans la province de Barcelone, qui introduisait de grandes quantités de méthamphétamine en Espagne avant d'assurer leur acheminement à d'autres pays européens. Cette opération a permis aussi la saisie de 1000 plants de marijuana.

La classe politique et la société civile parlent d'une seule voix

Le peuple algérien uni, rejette toute ingérence dans ses affaires internes

La classe politique, la société civile et les instances officielles continuent à dénoncer vigoureusement la résolution adoptée jeudi par le Parlement européen sur «la situation des libertés en Algérie», la qualifiant d'«ingérence flagrante dans les affaires internes et de provocation à l'encontre du peuple algérien».

A ce titre, l'UGTA a organisé, hier à Alger, une marche pacifique à travers laquelle les participants ont dénoncé l'ingérence flagrante du Parlement européen dans les affaires internes de l'Algérie, appelant à la nécessité de préserver l'intégrité nationale en vue de faire face aux tentatives visant à déstabiliser le pays. Lors de cette marche qui a débuté du siège de la Centrale syndicale au 1^{er}-Mai, en passant par la Rue Hassiba-Ben Bouali jusqu'à la place de la Grande Poste, les participants ont scandé des slogans rejetant l'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays et appelant à la préservation de l'intégrité nationale et au resserrement des rangs, afin de faire face aux tentatives de déstabilisation de l'Algérie. Ils ont, par ailleurs, exprimé leur soutien à l'Armée nationale populaire (ANP) pour son accompagnement des revendications du peuple, soulignant l'importance de la participation massive à l'échéance présidentielle du 12 décembre, en vue de mettre en échec les plans des comploteurs contre l'Algérie et de ses ennemis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

«L'Algérie vit» une profonde mutation démocratique et s'apprête à organiser une importance échéance présidentielle qui aboutira au choix d'un président pour le pays, de manière transparente et régulière»

Dans une déclaration en marge de cette marche, le secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha, a affirmé que «les forces étrangères hostiles à l'Algérie n'ont pas apprécié le caractère pacifique du Hirak populaire», ce qui les a poussées, a-t-il ajouté, à recourir à «la politique de provocation à l'encontre du peuple algérien». L'Algérie vit «une profonde mutation démocratique et s'apprête à organiser une importance échéance présidentielle qui aboutira au choix d'un président pour le pays, de manière transparente et régulière», a-t-il ajouté. Pour leur part, les candidats à l'élection présidentielle du 12 décembre ont exprimé leur refus de toute ingérence étrangère dans les affaires internes du pays, en dénonçant la résolution du Parlement européen sur la situation en Algérie.

«Les mercenaires du Parlement européen» qui a consacré une séance pour l'examen de la situation en Algérie, ne peuvent arriver à leurs fins, car le «peuple algérien est uni et rejette toute ingérence dans ses affaires internes»

Lors d'un meeting populaire à M'sila, le candidat du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, a déclaré que «les mercenaires du Parlement européen» qui a consacré une séance pour l'examen de la situation en Algérie, ne peuvent arriver à leurs fins, car le «peuple algérien est uni et rejette toute ingérence dans ses affaires internes». Il a réitéré, dans ce contexte, son engagement à ouvrir un dialogue inclusif avec tous les Algériens pour convenir d'une solution aux problèmes du pays, soulignant qu'après avoir déjoué le plan du 5^e mandat de l'ancien président, il devient impératif de réfléchir sur la phase d'édification des institutions, la correction des lois et contrecarrer les desseins des «relais de la bande qui sont en prison». Il a relevé, à cet égard, que «le sursaut populaire du 22 février a été un coup de tonnerre qui a pulvérisé les foyers de la corruption».

Le RND qualifie la résolution du Parlement européen sur la situation des Droits de l'Homme en Algérie, d'ingérence flagrante, en saluant la position du ministère des Affaires étrangères qui a affirmé son intention à procéder à un examen général de ses relations avec l'ensemble des institutions européennes.

Le candidat à la magistrature suprême s'est également engagé à asseoir un Etat social fort de ses institutions conformément aux principes de la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954. Depuis Souk Ahras, le candidat du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, a qualifié la résolution du Parlement européen sur la situation des Droits de l'Homme en Algérie, d'ingérence flagrante, en saluant la position du ministère des Affaires étrangères qui a affirmé son intention à procéder à un



examen général de ses relations avec l'ensemble des institutions européennes. S'exprimant lors d'une rencontre de proximité avec des citoyens, il a fait savoir que «la décision appartient désormais au peuple et toute décision concernant son destin passera par une consultation populaire, une démarche qui se concrétisera à travers une Constitution solide qui protège les institutions de l'Etat de toute crise politique». Selon le candidat du RND, la nouvelle Constitution sera le fruit d'un «large débat associant la classe politique et les experts, et permettra de se référer aux institutions à chaque fois que le pays est confronté à une crise», précisant que «la concrétisation d'une République d'institutions ne pourra se faire qu'avec la coopération entre l'ensemble des Algériens, qu'ils soient pour ou contre les élections». Il a mis l'accent, dans ce cadre, sur l'importance de répondre aux revendications du Hirak populaire, étant un mouvement conduit par les enfants de ce pays. Pour sa part, le candidat du mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, a salué, lors d'un meeting populaire à Sétif, la réaction du ministère des Affaires étrangères sur la résolution du Parlement européen, en reflétant la position du peuple algérien et le mouvement populaire le Hirak qui refuse l'humiliation et la soumission.

«Le Parlement européen, sur instigation d'un groupe hétéroclite de députés partisans, a pris

l'outrecuidante liberté de statuer sur le processus politique en cours dans notre pays, au moment précis où les Algériens s'apprêtent à élire, en toute démocratie et transparence, un nouveau président de la République», note le MAE, précisant que «les députés européens se sont même arrogés, toute honte bue, un droit d'exiger du Parlement algérien de modifier des lois que nos députés ont souverainement adoptées. Le Parlement européen a démontré son mépris, non seulement des institutions algériennes, mais également des mécanismes bilatéraux de consultation prévus par l'Accord d'association, y compris dans le domaine parlementaire».

Concernant l'élection présidentielle, il a affirmé que les Algériens sont libres dans leurs opinions sur ce sujet, soulignant que ce sont les urnes qui seront déterminantes. Régissant à cette résolution, le ministère des Affaires étrangères a condamné et rejeté «dans le fond et dans la forme» l'immixtion «flagrante» du Parlement européen dans les

affaires internes du pays et se réserve le droit de procéder à un examen général de ses relations avec l'ensemble des institutions européennes. «Le Parlement européen, sur instigation d'un groupe hétéroclite de députés partisans, a pris l'outrecuidante liberté de statuer sur le processus politique en cours dans notre pays, au moment précis où les Algériens s'apprêtent à élire, en toute démocratie et transparence, un nouveau président de la République», note le MAE, précisant que «les députés européens se sont même arrogés, toute honte bue, un droit d'exiger du Parlement algérien de modifier des lois que nos députés ont souverainement adoptées». Il a estimé que «par cette démarche, le Parlement européen a démontré son mépris, non seulement des institutions algériennes, mais également des mécanismes bilatéraux de consultation prévus par l'Accord d'association, y compris dans le domaine parlementaire», relève le communiqué, estimant que le Parlement européen «a surtout confirmé, à l'initiative des députés instigateurs, qu'il promeut désormais ouvertement leur agenda du chaos provoqué, qu'ils ont malheureusement mis en œuvre dans bien des pays frères», ajoutant qu'il «est révélateur qu'un des parlementaires européens ait fait l'éloge de la colonisation qui aurait permis, selon lui, l'exercice de la liberté de culte durant les 132 ans de l'occupation coloniale de l'Algérie».

T. Benslimane

Acharnement contre l'Algérie

Rabehi : «La résolution du Parlement européen a démasqué le groupuscule de parlementaires qui vise à perturber la présidentielle»

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a estimé, hier à Alger, que la résolution du Parlement européen (PE) sur «la situation des libertés en Algérie», a «démasqué ce groupuscule de parlementaires qui guette l'Algérie, vise à semer la zizanie et à perturber la présidentielle du 12 décembre».

S'exprimant lors de sa participation à une opération de reboisement au parc des Grands Vents de Dely Ibrahim, avec la participation de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Zerouati Fatma-Zohra et de l'ambassadeur chinois à Alger, le ministre a estimé que la Résolution du PE «a démasqué ce groupuscule de parlementaires qui guette l'Algérie, vise à semer la zizanie et à perturber la présidentielle du 12 décembre prochain, une présidentielle à laquelle le peuple algérien adhère positivement». A ce propos, Rabehi a souligné que «le peuple algérien a pris conscience des complots ourdis et il est déterminé à y faire face (...) à travers sa participation à l'élection prévue le 12 décembre prochain». «En consécration du principe de non-ingérence dans les affaires internes d'autrui, puisé des principes de la Charte des Nations unies que tout un chacun doit respecter, l'Algérie n'accepte guère l'immixtion des autres dans ses affaires intérieures, car étant un principe immuable dans sa politique, inspiré de sa glorieuse histoire et sa lutte politique», a-t-il ajouté, indiquant que le timing du vote de cette résolution «n'est pas fortuit» et que ce groupuscule de parlementaires européens n'égale en rien le nombre considérable d'amis de l'Algérie, en Europe et de par le monde». Pour Rabehi, «Les horribles voix de ce groupuscule de parlementaires à l'origine de cette résolution, «ne sont que

les relais de leurs aïeux colonisateurs qui ont violé la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, saccagé des terres en les colonisant et en asservissant leurs peuples». «Ces parlementaires eux mêmes font fi des chartes onusiennes et se dissimulent sous le couvert des droits de l'homme, pour commettre des actes inhumains visant à semer la discorde, la destruction, la rancune et la division», a-t-il soutenu. «De par sa grandeur, l'Algérie est soutenue par les puissants, les nobles et les peuples enclins à la paix. Cette Algérie qui a le mérite d'avoir initié l'adoption d'une résolution instituant le 16 mai de chaque année -Journée internationale du vivre-ensemble en paix-», a indiqué le ministre. «Nous sommes heureux que l'Algérie soit soutenue, dans les bons et mauvais moments, par des pays amis à l'instar de la République populaire de Chine et autres pays auxquels nous éprouvons une grande affection», s'est réjoui le ministre. L'Algérie est bien gardée et ses remparts sécurisés et protégés grâce à son brave peuple, ses fortes institutions et son vaillante armée, toujours aux aguets, et grâce à de nombreux pays amis à travers les quatre coins du monde, qui renforcent sa confiance en l'avenir, sa capacité à gérer ses affaires et à sécuriser le chemin vers la démocratie à travers la tenue de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019», a-t-il conclu.

M. M.



Ph : Fateh Guidoun ©

Présidentielle du 12 décembre

• Les candidats plaident pour le développement de la recherche scientifique

Les cinq candidats à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain accordent, dans leurs programmes électoraux, un intérêt particulier au domaine de la recherche scientifique en Algérie à travers une série de mesures «pratiques et réalistes» répondant aux exigences du développement durable. A ce titre, le candidat Azzedine Mihoubi a estimé que le développement de la Recherche scientifique passait inéluctablement par «la réforme» du système de l'Enseignement supérieur en vue de relancer le rôle de l'université dans le développement socioéconomique du pays. Dans son programme électoral, le prétendant à la magistrature suprême a exposé plusieurs mesures devant soutenir la recherche scientifique, dont des exonérations fiscales au profit des entreprises économiques qui réalisent des laboratoires de recherche et développement. Mihoubi s'est, en outre, engagé à créer une ville pour l'innovation qui aura pour charges, le suivi et l'accompagnement des l'ensemble des innovateurs et de leurs projets dans différents domaines scientifiques, économiques et technologiques. Il a, aussi, insisté sur la révision, de manière objective et scientifique, du système universitaire, une réforme à laquelle prendront part toutes les parties concernées dont les enseignants, experts et syndicats, et ce en vue de cristalliser une nouvelle conception au diapason de l'époque et d'ériger l'université en un levier de développement solide. Le candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune a appelé,

dans son programme, au développement de la recherche scientifique et technologique, à l'exploitation du produit de la recherche, à travers le développement du concept «recherche de la demande» et la conclusion de contrats de recherche entre les universités et les centres de recherches générales avec les entreprises économiques. Cette démarche permet, selon son programme, de commercialiser les produits de la recherche sous forme de nouvelles petites et moyennes entreprises (PME). Le candidat Abdelmadjid Tebboune encourage, dans son programme, la création d'entreprises et de laboratoires de recherche par les chercheurs et les étudiants des Ecoles supérieures (startups). Parmi les mesures de promotion et de développement de la recherche scientifique en Algérie contenues dans le programme de Tebboune, figure la création du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies de façon à l'ériger en catalyseur du développement socioéconomique, à travers la création de relations étroites avec le Gouvernement et les entreprises publiques et privées, outre la valorisation de la mission de l'enseignement universitaire et de l'universitaire et l'amélioration de leur statut. Quant au développement du domaine de la recherche scientifique, il se concrétise chez le candidat du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, à travers la mise en place de mécanismes de liaison entre le Recherche scientifique et les branches de l'activité économique et de croissance l'accom-

pagnant. Dans son programme électoral, le candidat Belaid promet de développer la recherche scientifique en encourageant les études professionnelles au sein des universités, afin de préparer les étudiants au monde du travail. Pour sa part, le candidat du parti Talaie El Hourriyet, Ali Benflis, compte œuvrer pour un enseignement supérieur d'excellence qui passe, selon lui, par la promotion de l'innovation, l'amélioration de l'enseignement, la révision du système national de bourses universitaires et le développement de la publication chez les universitaires, les enseignants et les spécialistes. De son côté, le président du Mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, propose dans son programme la création de centres spécialisés dans la recherche scientifique répondant aux spécificités de chaque région du pays. Il s'engage aussi à mettre en valeur et à tirer profit des résultats de la recherche scientifique selon les exigences du développement et à œuvrer sérieusement pour le retour des compétences scientifiques se trouvant à l'étranger. Le candidat entend également consacrer 3% du PIB à la recherche scientifique et mettre en place une stratégie de transfert, d'appropriation et de développement des technologies en encourageant les moyens d'innovation et de création et en promouvant la culture de la propriété intellectuelle.

N. I.

• Benflis salue «l'élan populaire» contre l'ingérence étrangère

Le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Ali Benflis, a salué, à Sétif, «l'élan populaire» enregistré à travers les différentes wilayas du pays pour exprimer le rejet des Algériens de toute ingérence étrangère dans leurs affaires internes. «Je salue l'élan du peuple algérien qui est sorti, samedi, dans toutes les wilayas afin d'exprimer son rejet de toute immixtion étrangère dans les affaires intérieures du pays», a indiqué Benflis lors d'un meeting organisé à la maison de culture Houari-Boumediène au 14^e jour de la campagne électorale. Le prétendant à la magistrature suprême a réitéré son rejet de la résolution votée par le Parlement européen sur la situation des libertés en Algérie, la qualifiant «d'ingérence flagrante dans les affaires internes», tout en réaffirmant que «la crise ne saurait être résolue que par le peuple et que le Parlement européen ne doit pas s'immiscer dans nos affaires intérieures». A ce titre, Benflis a dit également être «porteur d'un message d'espoir aux Algériens dans le but de bâtir un Etat fort et une politique judicieuse, d'améliorer les conditions de vie et lutter contre la corruption et les corrompus». Il a appelé, en outre, à «parachever le processus enclenché en février dernier par la mouvement populaire, qui a permis l'éviction de la bande, avec l'accompagnement de l'Armée», indiquant que cela «ne saurait se réaliser qu'en allant à l'élection présidentielle, qui mènera vers un avenir meilleur où la lutte contre la corruption sera poursuivie».

Pour le candidat de Talaie El Hourriyet, l'Algérie «ne vit pas actuellement de crise sécuritaire, même si elle souffre de crises dans les domaines politique et socioéconomique et ce, grâce à la mise en échec par l'Armée et les bienveillants parmi les enfants du peuple, des tentatives de forces anticonstitutionnelles, alliées à des forces étrangères». Benflis a présenté les axes de son programme électoral qui vise à «conférer la légitimité aux institutions de l'Etat, à élaborer une nouvelle Constitution qui répartit les prérogatives du Pouvoir exécutif entre le président de la République et le chef du Gouvernement, à réactiver le rôle de contrôle assumé par le parlement, outre le soutien de l'opposition, la libéralisation des médias et la garantie de l'indépendance de la justice». Au volet économique, le candidat s'est engagé à «améliorer les conditions d'investissement, à abroger la politisation de l'acte économique et à interdire le monopole, outre la répartition équitable des richesses nationales entre les franges du peuple et les régions du pays», soulignant la nécessité de «lutter contre la bureaucratie et la corruption à travers la numérisation de l'économie». Abordant la crise sociale, le candidat a promis de «régler les problèmes des étudiants concernant la bourse et les œuvres sociales», fustigeant «la fraude» pratiquée dans la gestion des fonds des œuvres universitaires, avant d'appeler à «la révision de tout le système pour revaloriser la bourse et prendre en charge les

revendications des étudiants en concertation avec leurs représentants». Benflis s'est engagé à ouvrir le dossier de la pension de retraite après révision de la situation financière du pays, promettant d'accorder aux retraités ayant parachevé leurs années de travail le droit de percevoir une pension de retraite complète». Dans ce sens, le candidat a promis d'ouvrir le dossier des retraités de l'armée et des combattants et de prendre en charge les préoccupations des corps médical et éducatif, s'engageant à accorder un intérêt particulier à la classe moyenne. Concernant la jeunesse, le prétendant à la magistrature suprême a proposé de réduire la condition d'âge pour accéder aux postes de responsabilité, s'engageant à soutenir les bénéficiaires des crédits «ANSEJ» ne bénéficiant plus du soutien de l'Etat et à «débatte du dossier des contrats de pré-emploi pour trouver une solution urgente à ce dossier». Evoquant les affaires internes, Benflis a rappelé l'histoire révolutionnaire de la région, marquée par les événements du 8 Mai 1945, ayant permis le déclenchement de la Guerre de Libération nationale, et durant lesquels le chahid Saâl Bouzid, enfant de la région, est tombé en martyr. Il a, entre autres, promis de revoir les revendications socioéconomiques de la population de la wilaya à travers l'encouragement de l'investissement et le développement du secteur agricole.

• Bengrina s'engage à promouvoir les actions culturelles

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre, Abdelkader Bengrina, s'est engagé, ce samedi à Constantine, à promouvoir les actions et fonctions du secteur des Affaires religieuses et des Wakfs, à unifier le référent religieux de la nation algérienne, à réhabiliter l'imam et à créer un conseil supérieur de l'Iftaa. Lors d'un meeting populaire à la maison de la culture Malek-Haddad de Constantine, Bengrina a déclaré «je m'engage, à partir de la ville de l'érudit Ben Badis, à promouvoir les actions et fonctions du secteur des Affaires religieuses, à unifier le référent religieux et à créer un conseil supérieur de l'Iftaa», à «assurer une réhabilitation matérielle et morale à l'imam et au guide religieux» et à «créer une institution indépendante de la zakat et de la gestion des wakfs qui contribue au développement et qui soit une source d'entraide sociale». Dans ce sens, le candidat à la magistrature suprême a affirmé, au 14^e jour de la campagne électorale, qu'il veillera à «développer l'enseignement supérieur, à renforcer le rôle de l'université dans la formation de l'individu et l'ouverture au monde de l'emploi, étant la clé de voute du développement». Bengrina a déclaré que, s'il venait à

être élu président de la République, il veillera à créer des pôles industriels et scientifiques pour faire de Constantine le pôle de l'Est», ajoutant que son programme électoral a pour objectif de «réaliser des pôles du savoir, étant le socle de la croissance économique, et investir dans le capital humain dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement, de la formation et de la santé». L'Algérie «dispose de toutes les capacités, de centres d'accueil, d'intelligence et d'excellence, à même d'assurer sa transition vers l'économie du savoir et de la connaissance pour accroître la croissance», a-t-il soutenu, imputant le déficit actuel dans la croissance à l'économie de rente, à l'autocratie et au totalitarisme qui ont eu pour conséquence la migration des cerveaux. C'est pourquoi, nous devons mettre la main dans la main pour faire sortir l'Algérie de sa crise multidimensionnelle». A l'occasion de son passage dans la ville du savoir et des oulémas, Bengrina a indiqué que la wilaya de Constantine est considérée comme «un bastion pour la défense des constantes de la Nation, la protection de son identité et de son projet authentique», relevant que l'érudit Ben Badis «a fondé l'Association des



oulémas musulmans algériens pour réformer l'individu, car il était convaincu que la réforme des Nations ne peut se faire qu'à

travers la construction saine de l'individu, confortée par l'appartenance à la Patrie et la défense de l'arabité de la Nation».

• Benflis : La crise ne saurait être résolue que par le peuple



Ph : Fatch Guidoum ©

Pour le candidat de Talaie El Hourriyet à partir de Sétif, l'Algérie «ne vit pas actuellement de crise sécuritaire, même si elle souffre de crises dans les domaines politique

et socioéconomique et ce, grâce à la mise en échec par l'Armée et les bienveillants parmi les enfants du peuple, des tentatives de forces anticonstitutionnelles, alliées à des

forces étrangères».

Benflis a présenté les axes de son programme électoral qui vise à «conférer la légitimité aux institutions de l'Etat, à élaborer une nouvelle Constitution qui répartit les prérogatives du pouvoir exécutif entre le président de la République et le chef du Gouvernement, à réactiver le rôle de contrôle assumé par le Parlement, outre le soutien de l'opposition, la libéralisation des médias et la garantie de l'indépendance de la justice». Au volet économique, le candidat s'est engagé à «améliorer les conditions d'investissement, à abroger la politisation de l'acte économique et à interdire le monopole, outre la répartition équitable des richesses nationales entre les franges du peuple et les régions du pays», soulignant la nécessité de «lutter contre la bureaucratie et la corruption à travers la numérisation de l'économie». Abordant la crise sociale, le candidat a promis de «régler les problèmes des étudiants concernant la bourse et les œuvres sociales», fustigeant «la fraude» pratiquée dans la gestion des fonds des œuvres universitaires, avant d'appeler à «la révision de tout le système pour revaloriser la bourse et prendre en charge les revendications des étudiants en concertation avec leurs représentants». Benflis s'est engagé à ouvrir

le dossier de la pension de retraite après révision de la situation financière du pays, promettant d'«accorder aux retraités ayant parachevé leurs années de travail le droit de percevoir une pension de retraite complète». Dans ce sens, le candidat a promis d'ouvrir le dossier des retraités de l'armée et des combattants et de prendre en charge les pré-occupations des corps médical et éducatif, s'engageant à accorder un intérêt particulier à la classe moyenne. Concernant la jeunesse, le prétendant à la magistrature suprême a proposé de réduire la condition d'âge pour accéder aux postes de responsabilité, s'engageant à soutenir les bénéficiaires des crédits «ANSEJ» ne bénéficiant plus du soutien de l'Etat et à «débatte du dossier des contrats de pré-emploi pour trouver une solution urgente à ce dossier». Evoquant les affaires internes, Benflis a rappelé l'histoire révolutionnaire de la région, marquée par les événements du 8 mai 1945, ayant permis le déclenchement de la Guerre de Libération nationale, et durant lesquels le chahid Saal Bouzid, enfant de la région, est tombé en martyr. Il a, entre autres, promis de revoir les revendications socioéconomiques de la population de la wilaya à travers l'encouragement de l'investissement et le développement du secteur agricole.

• Mihoubi s'engage à soutenir l'investissement dans l'industrie pharmaceutique

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre prochain, Azzedine Mihoubi, s'est engagé, samedi à partir de Chlef, à œuvrer, en cas de son élection, à soutenir et encourager l'investissement dans l'industrie pharmaceutique, un secteur qui coûte «entre 4 et 5 milliards de dollars/an» à l'Algérie. Le prétendant à la magistrature suprême, qui animait un meeting populaire à la salle omnisports Abdelmadjid-Naciri, dans le cadre de la campagne électorale, a assuré que son programme «mise sur l'encouragement de l'industrie pharmaceutique en Algérie» en accordant, a-t-il dit, «toutes les facilitations nécessaires aux investisseurs» de façon à «réduire la facture d'importation des médicaments a-t-il relevé. «Il est impératif de créer le plus grand nombre possible d'usines de production de médicaments en Algérie. Et nous veillerons à offrir d'importantes facilitations en la matière aux investisseurs, parallèlement à l'instauration de partenariats étrangers», a soutenu Mihoubi, estimant que «si la santé est nécessaire, la disponibilité du traitement l'est encore plus, et des solutions existent pour réaliser de nombreuses usines (de médicaments) à travers le pays», a-t-il ajouté. Il a affirmé, à ce titre, son «engagement à soutenir les investisseurs du domaine, qui sont en

conformité avec les normes internationales en vigueur». Un fait qui permettra, selon lui, une «production locale du médicament, tout en préservant les réserves de changes». Au volet social, l'ex-ministre de la Culture a réitéré son engagement à l'insertion professionnelle des jeunes dans des postes de travail permanents, parallèlement à la relance des micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif ANSEJ (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes), «avec l'examen des causes de leur échec, et non leur poursuite en justice», a-t-il assuré. «Nous poursuivrons l'intégration des jeunes dans des postes d'emploi permanents, car ils sont les forces vives de la Nation. Nous ne voulons pas que les jeunes soient réduits à la Harga, le chômage et la déperdition», a-t-il soutenu, par ailleurs. Au sujet des préoccupations de la wilaya de Chlef, Mihoubi s'est engagé à la relance du développement aux plans économique et touristique, mais aussi social, notamment concernant le logement et le problème des chalets, qu'il a promis d'«éradiquer définitivement». Il a abordé à l'occasion le souvenir du séisme qui avait dévasté la région le 10 octobre 1980, et durant lequel les «Algériens avaient fait montre d'un sens de la solidarité sans égal».



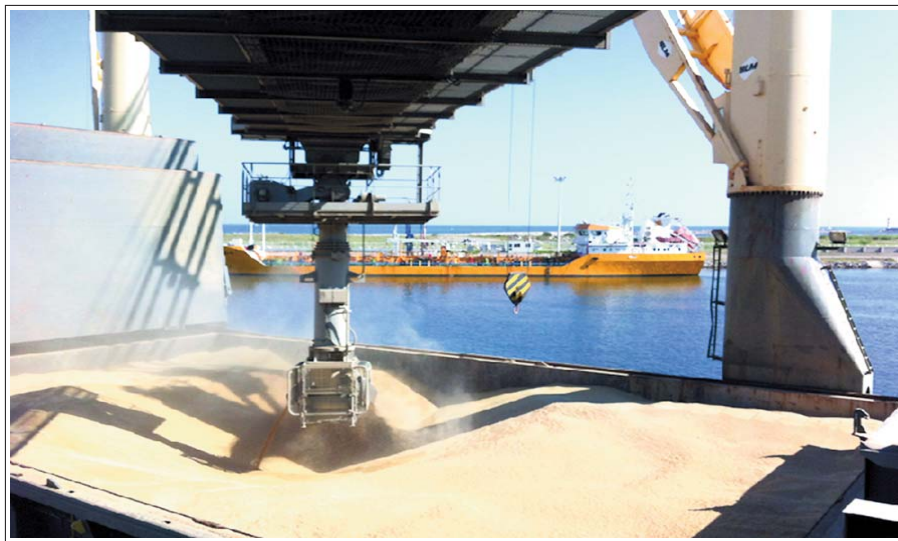
Agriculture

Les importations algériennes de céréales baissent de plus 12 % durant les neuf premiers mois de 2019

Les importations algériennes de céréales ont dépassé 2,11 milliards de dollars, durant les neuf premiers mois de 2019, contre plus de 2,40 milliards dollars au cours de la même période en 2018, en baisse de plus de 12%, a-t-on appris auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).

De janvier à septembre 2019, les importations des céréales, qui ont représenté 34,15% de la facture globale des importations, ont enregistré ainsi une baisse de 290,34 millions de dollars, soit 12,06%, selon les données statistiques de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Cette tendance baissière des importations des céréales est appelée à se poursuivre dans le futur, encouragée par une importante production nationale réalisée durant la campagne 2018-2019, notamment pour l'orge et le blé dur. Elle est aussi le fruit des mesures prises par le gouvernement afin de rationaliser les importations, notamment du blé tendre, a précisé la même source. Ces mesures ont permis de cerner les véritables besoins du marché national en blé tendre, fixés à 4 millions de tonnes au lieu de 6,2 millions de tonnes qui étaient importées chaque année. Pour rappel, le gouvernement est déterminé à impulser et développer la filière céréalière pour assurer la sécuri-

té alimentaire du pays et renoncer graduellement à l'importation, tout en ouvrant des perspectives d'exportation dans l'avenir. Cela a été souligné, le 4 novembre en cours, par le Premier ministre, Nouredine Bedoui, lors d'une réunion interministérielle consacrée à l'examen du Programme de développement de la filière céréalière, notamment dans le Sud et les Hauts-Plateaux. De son côté, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, avait relevé, durant la même occasion, une «hausse considérable» des niveaux actuels de la production atteignant 56,3 millions de quintaux. Le ministre a, également, évoqué l'impact «très positif» des mesures décidées par le gouvernement en matière de rationalisation des importations de céréales dans le cadre de la régulation des importations et la préservation des réserves nationales en devise, citant notamment l'essor qualitatif qu'a connu la production du blé dure avec 32 millions de quintaux.



Sécurité énergétique

Le Forum des pays exportateurs souligne le rôle «essentiel» du gaz naturel



Les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont souligné, vendredi à Malabo, le rôle «essentiel» du gaz naturel dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) et la sécurité énergétique mondiale. Dans une déclaration rendue publique au terme du 5^e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du «GECF», auquel a pris part l'Algérie, les participants ont réaffirmé «le rôle essentiel du gaz naturel dans la réalisation des ODD, en particulier l'objectif sept, en tant que ressource naturelle

respectueuse de l'environnement, abordable, fiable, accessible et flexible, garantissant le développement économique et le progrès social». Rappelant «les droits souverains absolus et permanents des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel», les participants, dont le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, ont mis en exergue «l'importance vitale» du développement des infrastructures de la production de gaz, pour assurer la sécurité énergétique mondiale et la mise en place de systèmes énergétiques plus durables. La contribution «indispensable» du gaz naturel à la protection de l'environnement et, en particulier, à l'atténuation des effets du changement climatique, ainsi qu'à l'adaptation à ce dernier, ont également été citées dans la déclaration. Les participants au Sommet de Malabo ont, d'autre part, réitéré leur détermination de renforcer la sécurité énergétique mondiale en tant que «fournisseur fiable» de gaz naturel capables de répondre à la demande croissante en énergie dans le monde.

L'Algérie abritera le 7^e Sommet des chefs d'Etat du «GECF»

Pour cela, ils ont recommandé d'accorder la «juste valeur» au gaz naturel, afin de garantir des investissements suffisants, tout au long de la chaîne de valeur de son industrie, et la nécessité d'un partage équitable des risques entre l'ensemble des acteurs du marché gazier. L'accent était aussi mis sur la nécessité de

coordonner et de coopérer entre les membres du GECF et d'encourager le dialogue entre producteurs et consommateurs de gaz naturel, afin d'assurer le bon fonctionnement et la stabilité des marchés du gaz. Les pays exportateurs de gaz disent souhaiter bénéficier d'un transfert de technologies pour pouvoir parvenir à une production et une utilisation plus efficaces du gaz naturel», eu égard aux avantages économiques et environnementaux de cette ressource naturelle. Il est aussi indispensable, selon leur point de vue, de «soutenir le rôle fondamental des contrats de gaz à long terme, ainsi que des contrats de gaz prix basés sur l'indexation huile-produits pétroliers, afin de garantir des investissements stables dans ce secteur.

L'amélioration du positionnement international du «GECF», en attirant de nouveaux membres, la promotion du dialogue entre producteurs et consommateurs et l'élargissement de la coopération avec les organisations intergouvernementales et internationales compétentes, figurent aussi parmi les recommandations du Sommet de Malabo. Les chefs d'Etat et de gouvernements se sont félicités des propositions du Qatar d'accueillir le 6^e sommet du GECF en 2021 et de l'Algérie pour accueillir le 7^e sommet du GECF en 2023. Toutefois, les participants ont dénoncé les désaccords politiques et économiques et les restrictions unilatérales qui, ont-ils précisé, «impactent négativement» le développement et le commerce du gaz naturel. Ils ont aussi condamné les attaques de pirates et les actes de vandalisme contre les infrastructures énergétiques et leurs conséquences désastreuses sur le marché gazier mondial.

Accord de réduction de l'Opep L'Algérie a produit plus d'un million de barils/jour en Novembre

L'Algérie a produit 1,02 million de barils par jour durant le mois de novembre, respectant ainsi à hauteur de 116% l'accord de réduction de la production pétrolière imposée dans le cadre de l'accord de l'OPEP et pays alliés, indique, ce samedi, l'agence Reuters dans le bilan mensuel de la production des pays du cartel pétrolier. Alors qu'elle devait réduire sa production pétrolière de 32 000 barils/jour selon les termes de l'accord, l'Algérie a réduit dans les faits sa production pétrolière de 37 000 barils/jour, a indiqué la même source.

L'Algérie n'est pas l'unique pays à avoir réduit plus que ce qu'exigeait l'accord signé en décembre dernier. L'Angola a respecté l'accord de réduction à hauteur de 591% (591 000 b/j au lieu de 47 000 prévus), l'Arabie saoudite a respecté l'accord à hauteur de 243% (783 000 b/j réduits au lieu de 322 000 prévus), tandis que les Emirats arabes unis ont respecté l'accord à hauteur de 107%, réduisant leur production de 103 000 barils journaliers au lieu de 96 000 prévus.

La production de 11 pays membres de l'OPEP (hors Iran, Libye et Venezuela) s'est établie à 25,605 millions de barils par jour durant le mois de novembre, réduisant la production pétrolière de 1,235 million de barils au lieu des 814 000 b/j prévus par l'accord de réduction, soit un taux respect de l'accord à hauteur de 152%.

Direction générale des forêts Une étude en cours pour évaluer les ressources en plantes aromatiques

La Direction générale des forêts (DGF) a entamé une étude pour évaluer les ressources nationales en plantes aromatique et médicinales, en partenariat avec des centres de recherche, a indiqué, ce samedi à Alger, son directeur général, Ali Mahmoudi. Dans une déclaration en marge du 4^e Salon des plantes aromatiques, médicinales, à parfum et huiles essentielles, Mahmoudi que cette étude était menée en collaboration avec des instituts et universités algériens à l'image du pôle universitaire de Tlemcen. Selon lui, l'Algérie compte actuellement quelque 3000 variétés de plantes aromatiques et médicinales, dont 600 seulement sont utilisées.

«Une meilleure connaissance des vertus de ces plantes nous permet une exploitation optimale et raisonnée de nos ressources biologiques dans le but d'impulser un développement local pouvant améliorer les revenus des populations locales et de conserver au mieux notre biodiversité aussi bien forestière qu'agricole», a-t-il fait valoir. Mahmoudi a, par ailleurs, affirmé l'engagement de la DGF à accompagner les opérateurs de cette filière naissante, notamment dans les zones reculées du pays. Il a cité, dans ce cadre, des projets réalisés dans le Sud et les régions steppiques et qui ont donné des «résultats encourageants», à l'image de celui de Djelfa où d'importantes quantités de géranium sont pro-

duites. Il a également évoqué d'un projet lancé avec le pôle universitaire de Tlemcen pour extraire des huiles essentielles afin d'optimiser les conditions de culture des espèces aromatiques et médicinales. Le premier responsable de la DGF a affirmé que la 4^e édition de ce salon, qui a regroupé 29 participants de 12 wilayas, constitue une plateforme d'échanges dynamiques en producteurs, scientifiques, utilisateurs et institutions.

Pour sa part, le président du Conseil national interprofessionnel de la filière des plantes à parfum, aromatique et médicinale et des huiles essentielles des plantes aromatiques (PPAM), Zidane Menouar, a affirmé que la filière a un avenir prometteur en Algérie. Pas moins de 400 producteurs opèrent sur le marché national, totalisant une capacité de production supérieure à 93 000 m³ d'huile distillée par an, a-t-il relevé. Interrogé sur les plantes et les huiles essentielles importées qui inondent le marché algérien, Menouar a expliqué que la quasi-absence de producteurs nationaux dans cette filière des années durant, avait laissé place aux «importations anarchiques». Il a assuré, toutefois, que l'offre sera meilleure avec le développement de cette filière qui va de plus en plus vers la professionnalisation.

TIC

Houda-Imane Faraoun : «Algérie Poste se projette dans le tout numérique»

«L'opérateur public Algérie Poste a réalisé des résultats bénéficiaires de 15 milliards de dinars, lui permettant, ainsi, de s'inscrire dans la modernisation, en finançant ses projets d'investissement dans le tout numérique», a affirmé la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Faraoun, dans un entretien.

«Après avoir subi un déficit de plus de 5 milliards de dinars à la fin de 2014, Algérie Poste a réalisé des résultats bénéficiaires de 15 milliards de dinars durant l'année qui lui permettront de financer ses projets d'investissements, notamment dans le tout numérique», a-t-elle précisé, qualifiant de «positif» le bilan financier de l'entreprise. Elle a estimé qu'Algérie Poste est «en état d'équilibre financier», une position, a-t-elle dit, qui lui permet de s'inscrire dans la modernisation, notamment dans le commerce électronique, le e-paiement et dans les projets économiques d'avenir liés à la numérisation. Le secret de ces résultats positifs réside dans l'utilisation du tout numérique. «En introduisant la numérisation dans sa gestion interne et le changement de son système d'information par un nouveau plus sécurisé et plus performant, Algérie Poste a pu faire un usage complet des outils de la numérisation», a-t-elle ajouté. Pour la ministre, «la modernisation du système d'AP a permis à cette entreprise de consolider les avoirs des citoyens et de fournir un service à moindre coût, ce qui a réduit ses dépenses et augmenté ses bénéfices», tout en notant qu'Algérie Poste a pu «améliorer» ses finances grâce au lancement de plusieurs services électroniques, notamment de transfert d'argent et de rechargement téléphonique. Elle a fait savoir qu'Algérie Poste, qui enregistre 22 millions de comptes CCP actifs, a réalisé «plus de 900 milliards de dinars d'avoirs créditeurs». «Durant les 12 mois écoulés, les clients d'Algérie Poste ont retiré plus de 4500 milliards de dinars dont plus de 700 milliards au niveau des GAB (guichets automatiques bancaires) déployés à travers le territoire national».

Nouveaux services électroniques lancés prochainement

Faraoun a indiqué que, grâce à ces résultats, Algérie Poste a pu investir dans des projets numériques en lançant, prochainement, plusieurs services au profit de sa clientèle, notamment celle détentrice de la carte monétique Edahabia. Trois de ces services seront lancés avant la fin de l'année en cours, à savoir «Sebakli» (avance sur revenu), qui permet aux porteurs de cartes Edahabia, ayant des virements à échéancier régulier, de demander auprès d'un bureau postal, une avance sur salaire. L'autre service est «Fidarek», qui permet au personnel de la d'Algérie Poste d'assurer des prestations à domicile au profit des personnes aux besoins spécifiques et des retraités âgés, comme le retrait d'argent à domicile par TPE (terminal de paiement électronique). Ce service sera, dans une seconde phase, étendu aux personnes physiques et morales afin de générer des ressources supplémentaires à l'entreprise, a-t-elle fait savoir. Algérie Poste va lancer, également, le service Amanatic, qui consiste à acheminer et livrer des marchandises dans le cadre de la politique d'Algérie Poste relative au e-commerce. D'autres services, en phase de test, seront, quant à eux, mis en place au cours de l'année 2020. Il s'agit du service de paiement via le QR Code (Quick Response Code) pour faire des achats au niveau de n'importe quel commerce en utilisant une application mobile d'Algérie Poste dédiée. Il suffit d'avoir un smartphone et de lier sa carte monétique Edahabia à une application de paiement par QR code pour pouvoir l'utiliser. Le commerçant doit afficher, bien en vue, le QR Code du magasin pour permettre au client de le scanner depuis son téléphone mobile doté de l'application d'Algérie Poste. Le paiement se fera ainsi électroniquement, a-t-elle expliqué. Des discussions sont, de leurs côtés, menées avec des compagnies d'assurances comme la CAAR, la SAA et la

CAAT pour lancer des services permettant aux clients de ces compagnies, détenteurs de la carte Edahabia, de pouvoir s'assurer au niveau des bureaux de poste. Il s'agit aussi de l'intégration, en 2020, des documents biométriques (carte nationale, permis de conduire et passeport) et du lecteur de carte sans contact sur le système d'information d'Algérie Poste qui présentent un moyen d'identification rapide, sûre et fiable, a-t-elle noté, ajoutant aussi qu'il est prévu d'exploiter les données biométriques, au niveau des bureaux de poste, en utilisant le Numéro d'identification national (NIN), pour la réalisation des opérations financières.

L'épargne postale préalable à la création d'une banque postale

Interrogée, par ailleurs, sur le retard accusé pour le lancement du projet de création d'une banque postale en Algérie, la ministre a fait savoir qu'Algérie Poste, qui enregistre 22 millions de comptes CCP actifs, «ambitionne de lancer, dans une 1^{re} phase, un nouveau produit en l'occurrence l'épargne postale, pour mettre en place, dans une seconde phase, une banque postale». Faraoun a expliqué que «la banque postale a été toujours avancée pour utiliser les avoirs des CCP dans le financement de l'économie». Toutefois, a-t-elle relevé, pour créer une banque, «il y a des préalables, dont celui de détenir un portefeuille bien défini, la formation du personnel, mais aussi la mise à niveau du réseau postal conformément aux normes mondiales». Elle a expliqué qu'Algérie Poste, qui est une EPIC (entreprise publique à caractère industrielle et commerciale), doit nécessairement changer de statut pour devenir une banque. Pour cela, il faut qu'elle se transforme en EPE (entreprise publique économique). «Mais déjà en tant qu'EPIC, Algérie Poste pourrait développer l'épargne postale pour en faire bénéficier les titulaires de comptes CCP. Ce sera, également, une opportunité pour les travailleurs d'Algérie Poste de se former dans ce créneau bancaire», a-t-elle encore expliqué. À signaler qu'Algérie Poste dispose d'un réseau de près de 4000 agences déployées à l'échelle nationale. Sur un autre plan, Faraoun a indiqué qu'Algérie Poste, grâce à ses efforts dans le développement de ses infrastructures et l'amélioration des prestations de service, est devenue une référence dans la région représentant «34,4% du réseau postal africain et 29,2% du réseau arabe». La ministre a fait savoir que les employés d'Algérie Poste (plus de 27 500) viennent de bénéficier d'une augmentation de 14% de leurs salaires et, en août dernier, plus de 6800 employés ont bénéficié d'une promotion verticale.

La carte Edahabia utilisable sur le réseau bancaire début décembre prochain

«La carte électronique d'Algérie Poste Edahabia sera interoperable avec le réseau bancaire en début du mois de décembre prochain, ce qui permettra à son détenteur de l'utiliser au niveau de l'ensemble des guichets automatiques bancaires (GAB). La carte Edahabia (golden card) qui n'est utilisée actuellement qu'au niveau du réseau postal, sera interoperable avec le réseau bancaire en début du mois de décembre prochain, suite à la finalisation d'une convention, dans ce sens, avec la Satim (Société d'Automatisation des Transactions interbancaires et de Monétique, qui réunit 7 banques publiques et 9 privées ainsi qu'Algérie Poste)», a indiqué Faraoun. Elle a expliqué que «techniquement, cette interoperabilité entre le réseau postal et le réseau bancaire a été réalisée en octobre dernier avec succès et les coûts de prestation



Ph : Fateh Guidoum ©

de service sont arrêtés», a-t-elle ajouté, faisant savoir que ce service, très attendu par les clients d'Algérie Télécom, «a été possible grâce aux efforts d'Algérie Poste pour diversifier ses offres». La ministre a rappelé, dans ce sens, qu'Algérie Poste disposait déjà d'une carte interbancaire, «mais qu'en 2015, il a fallu séparer le réseau postal du réseau bancaire à cause d'une défaillance sécuritaire au niveau du réseau de la Poste». «Algérie Poste a pris, dans ce sens, les devants en se séparant de l'ancienne solution monétique (carte de retrait seulement, système ouvert à intrusion, non sécurisé et surtout non extensible) pour la remplacer par une nouvelle solution monétique, très performante, sécurisée et aux normes internationales», a-t-elle expliqué. «Une fois la nouvelle solution monétique d'AP acquise, il fallait attendre que le réseau bancaire se modernise. Entre temps, il y a eu énormément de travail technique entre Algérie Poste et la Satim pour interconnecter leurs deux réseaux», a noté la ministre. Il est à relever que «plus de 5,7 millions de cartes monétiques Edahabia ont été distribuées à ce jour, 1418 GAB répartis à travers le territoire national, et 17% des retraits sont faits via les GAB, soit 750 milliards de dinars en 2019.

Projets de création de 3 filiales d'Algérie Poste et réalisation d'un centre de tri postal automatique

La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imane Faraoun, a annoncé, le lancement de projets de création de trois filiales d'Algérie Poste et la réalisation d'un centre de tri postal automatique. Il s'agit d'une filiale pour le transport des fonds et d'une autre pour la production et la personnalisation de cartes électroniques dont «les projets de création sont au niveau du Conseil des Participations de l'État», a-t-elle précisé, ajoutant que la 3^e filiale est celle relative à la maintenance des GAB (guichet automatique bancaire). Pour ce qui est de la filiale Transport des fonds, Faraoun a indiqué qu'«Algérie Poste, qui a investi dans les véhicules blindés de transport des fonds, souhaite filialiser cette activité pour pouvoir la gérer de façon plus optimisée, mais aussi prester au profit des banques, d'Algérie Télécom ou d'autres entreprises». Elle a expliqué que «l'idée de créer cette

filiale a été motivée par le fait qu'en 2014, il y avait un réel problème de disponibilité de liquidité au niveau des bureaux de postes, à cause d'un problème de transport des fonds, et depuis, Algérie Poste n'a ménagé aucun effort pour le régler». Concernant la filiale production de cartes électroniques, elle a expliqué qu'Algérie Poste, qui fabrique ses propres cartes de paiement, a lancé les travaux d'extension de son unité de production pour la réalisation de tous les types de cartes avec ou sans puce, «ce qui lui permettra de prester, notamment pour les banques, Algérie Télécom et les opérateurs mobiles». La ministre a fait savoir, en outre, qu'«Algérie Poste veut, également, filialiser la maintenance des GAB (1418 déployés dans le pays), qui connaissent actuellement un taux de panne frôlant les 40% à la fin de chaque semaine». «Algérie Poste compte un réseau de plus de 1400 GAB qui ont des taux de disponibilité non satisfaisants, à cause de l'existence de seulement deux prestataires de service dans le pays qui font la maintenance de ces GAB en cas de panne», a-t-elle relevé, ajoutant que «malheureusement, chacun preste pour ses propres équipements et Algérie Poste peine à les obliger, en cas de panne, à se déplacer dans les zones éloignées ou les week end.» Cette prestation fournie est très limitée et source de nombreux litiges avec Algérie Poste, d'où l'idée pour cette dernière de créer sa propre filiale de maintenance, acquérir soi-même la pièce de rechange et pouvoir développer, dans les deux ou trois années à venir, un projet avec le département de l'industrie pour l'intégration de ces équipements (GAB) en Algérie», a-t-elle indiqué. Les travaux de réalisation d'un centre de maintenance des GAB au niveau de l'unité postale de Birtouta (Alger) ont commencé «début Novembre». «La formation dans la maintenance de ces équipements au profit des employés d'Algérie Poste a, également, été lancée. L'autre projet d'envergure pour Algérie Poste est la réalisation d'un centre de tri automatique postal au niveau de la wilaya d'Alger.» «Une étude est en cours pour l'acquisition d'équipements électroniques de hautes technologies afin d'équiper ce centre. Algérie Poste attend aussi de la wilaya d'Alger de lui proposer une assiette de terrain soit au niveau de Bab Ezzouar (vu sa proximité de l'aéroport Houari Boumédiène pour la distribution rapide du courrier) ou de Birtouta (qui dispose de terrains pour la construction de ce centre)», a-t-elle dit.

M. O. /Ag.

Cour de justice d'Alger

Une nouvelle promotion d'officiers de la police judiciaire prête serment

Une nouvelle promotion d'officiers de la police judiciaire, ayant le grade de lieutenant, ont prêté serment, ce samedi, à la cour de justice d'Alger, en présence de cadres supérieurs de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et du corps de justice.

Composée de 489 lieutenants de police, dont 69 femmes, cette promotion a bénéficié d'une formation théorique et pratique de 24 mois à l'Académie militaire de Cherchell et à l'Ecole supérieure de police Ali-Tounsi de Châteauneuf, ayant porté sur le droit pénal, le droit public et le droit privé, le code de procédure pénale et le droit constitutionnel, outre les résolutions et règlements relatifs aux principes du respect des Droits de l'Homme tel que stipulé par les lois de la République ainsi qu'une formation pratique sur le terrain. La promotion a bénéficié, en outre, d'un entraînement et d'une formation adaptés aux derniers développements, de manière à accomplir leurs missions avec professionnalisme. La prestation de serment s'inscrit dans le cadre des missions des officiers de la police judiciaire. Les nouveaux programmes de formation adoptés par les différentes écoles de police permettent aux élèves d'acquérir une expérience et un savoir-faire technique moderne pour maîtriser et faire face efficacement aux différentes formes de criminalité, en assurant la sécurité au citoyen et en préservant l'ordre public. Dans ce cadre, la DGSN a précisé que le programme de formation avait porté sur la consolidation des connaissances théoriques et pratiques avec

la participation de partenaires issus de différents établissements de formation et institutions à l'instar du ministère de la Défense nationale qui a assuré une formation militaire à 130 élèves au niveau de l'Académie militaire interarmes de Cherchell, au titre d'un accord de partenariat, en vue de renforcer le professionnalisme du système sécuritaire algérien et de lui permettre de face à tous les défis. Les ministères de la Justice et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont contribué, par le truchement de leurs cadres et acteurs (magistrats, procureurs de la République, enseignants universitaires spécialisés), à la consolidation des connaissances à caractère juridique des membres de la promotion sortante, à travers une série de conférences et de communications sur les libertés publiques, les Droits de l'Homme, la médecine légale, la cybercriminalité et la police judiciaire. De telles formations pratiques préparent les fonctionnaires de police aux éventuels scénarios et situations qui peuvent se poser à eux sur le terrain. Pour rappel, les membres de cette promotion ont également bénéficié de visites d'information à travers les services de police, des institutions nationales et des partenaires de l'institution sécuritaire.



Les lieutenants ayant bénéficié de ce programme de formation renforceront les différentes structures et unités opérationnelles de la DGSN dans le cadre de leurs

missions de protection des biens et des personnes et de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes dans le respect des droits de l'homme.

Assainissement des terres agricoles à Tizi-Ouzou Plus de 1150 actes de concession délivrés

Au total, 1152 actes de concessions ont été délivrés à des exploitants de terrains relevant du domaine privé de l'Etat à Tizi-Ouzou dans le cadre de l'opération d'assainissement des terrains agricoles, a-t-on appris, ce samedi, auprès de l'antenne de l'Office national des terres agricoles (ONTA). Ces actes ont été délivrés au profit de ces exploitants «détenteurs d'un titre de jouissance et justifiant d'au moins 10 années d'exploitation au chapitre de la conversion des titres de jouissances en droit de concession», a explique, Djelil Bahia, directrice intérimaire de cette structure. Sur les 2235 exploitants existants, 1902 dossiers de régularisation ont été déposés auprès des services de l'ONAT, 219 ont été rejetés, tandis que 351 exploitants restants n'ont pas encore

déposé de dossiers et sont, de fait, «proposés à la déchéance de leur droit de jouissance», a indiqué Djelil. Les dossiers rejetés, a-t-elle précisé, l'étaient à cause, notamment, de «la nature du terrain qui après enquête s'est avéré être une propriété de la direction des forêts et non pas des domaines». Djelil a souligné, également, que même les exploitants sans titres ont été touché par cette opération de régularisation permettant ainsi à 52 exploitants sur les 347 ayant déposés des dossiers au niveau de l'ONAT de bénéficier d'actes de concessions. S'agissant des fermes pilotes, au nombre de 6, concédées au profit des coopératives agricoles, il a été procédé à la régularisation de la situation de trois d'entre elles, tandis que trois autres sont toujours en instance.

Tipasa

Imposante marche pour dénoncer l'ingérence du Parlement européen dans les affaires internes de l'Algérie

Des citoyens de Tipasa ont organisé, ce samedi, une marche pacifique à Hameur El Aïn, pour dénoncer l'ingérence du Parlement européen dans les affaires internes de l'Algérie. Les participants à cette marche, organisée en écho à des appels lancés par des acteurs de la société civile et du mouvement associatif, via les réseaux sociaux, ont notamment réclamé l'impératif d'«une position unique» pour faire face aux tentatives d'ingérence «flagrantes» dans les affaires internes de l'Algérie. Les citoyens de nombreuses régions de la wilaya et de tous les âges, dont des femmes, ont répondu massivement à cet appel à la marche, qui s'est ébranlée à partir de la place publique, pour sillonner de nombreuses artères de la ville. Les manifestants brandissaient l'emblème national et des pancartes rejetant l'ingérence étrangère, tout en scandant des appels à l'unité nationale et à se rassembler autour de l'Armée nationale populaire (ANP) et des institutions sécuritaires «garantes de la

protection de la République». Les citoyens ont particulièrement dénoncé la résolution du Parlement européen, qualifiée, par eux, de «feuille de route dissimulant les agendas des gouvernements de pays» visant à «déstabiliser l'Algérie». Aussi un appel a été lancé au même Parlement européen, en vue de s'intéresser «davantage à la situation des citoyens européens et d'œuvrer à la promotion de leurs droits sociaux et leur protection contre la répression des forces de sécurité, comme ce fut le cas durant des manifestations en France et en Espagne notamment». Des manifestants on, également, mis en garde contre le risque de «se défier du processus politique en cours en Algérie», visant l'«élection d'un président de la République et l'intégration d'une nouvelle ère», qui, selon eux «n'est pas du goût de nombreux pays occidentaux qui œuvrent à préserver leurs intérêts même si c'est au prix de la destruction et de l'anarchie».

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE GHARDAIA
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
NIE : 099747019000423

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°...../2019

La Direction de la santé et de la population De La Wilaya De Ghardaia lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec Exigence de capacités minimales pour L'ACQUISITION D'UN IRM AU PROFIT DE L'EPH DOCTEUR TIRCHINE IBRAHIM

Les candidats intéressés par le présent appel d'offre peuvent soumissionner ou présent appel d'offre ; Toutes fois ils doivent soumissionner pour la totalité des articles composants, sous peine de rejet de leurs offres.

Les candidats ou leurs représentants peuvent retirer le cahier des charges auprès de La Direction de la santé et de la population, sise au siège de la wilaya de ghardaia

Le présent appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux agents économique fabricants, importateurs titulaires du registre de commerce ayant en relation avec l'objet du présent cahier des charge

- Agrément du ministère de la santé et de la population et la réforme hospitalière, et ayant réalisé au moins un projet similaire à l'objet du présent cahier des charges justifié par une attestation de bonne exécution délivré par un établissement public

- Registre de commerce

Les offres doivent comporter dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, ces enveloppes sont mise dans une enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°...../2019

L'ACQUISITION D'UN IRM AU PROFIT DE L'EPH DOCTEUR TIRCHINE IBRAHIM

(A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE GHARDAIA

SISE AU SIÈGE DE LA WILAYA DE GHARDAIA

Elles doivent contenir les pièces citées dans l'article n° 11 du présent cahier des charges.

La durée de préparation des offres est fixée à 21 jours à compter de la date de la 1ère parution de l'avis d'appel d'offre dans le BOMOP ou la presse nationale ; si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date et l'heure de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres le jusqu'à 14 h :00

Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de 03 trois mois augmentée de la période de préparation des offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire.

Oum El Bouaghi Lancement du concours «Défi environnemental»

Un concours local baptisé «Le défi environnemental» pour la réalisation des projets environnementaux à titre de volontariat a été lancé, ce vendredi, à Oum El Bouaghi», a-t-on appris auprès du Directeur du secteur, Chawki Guellil.

«Cinq projets des comités de quartiers et des associations versées dans l'environnement ont été retenus pour concrétisation sur les 10 proposés», a précisé le même responsable, soulignant que ces projets ambitionnent d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Cette initiative est organisée par la commune d'Oum El Bouaghi en collaboration avec l'Agence de coopération allemande (GIZ) qui devra financer les projets retenus, a-t-on encore noté. Parmi ces projets du défi environnemental, l'aménagement des espaces verts à la cité Annasr, proposé par l'Association nationale du patrimoine, du tourisme et de l'artisanat qui sera lancé sous le slogan, «Soyez positif», le parachèvement des travaux du

jardin public de la cité Colonel Amirouche, a ajouté Guellil. Ce concours, dont les travaux ont un délai de 48 heures est supervisé par une commission technique et sera soldé par des distinctions aux groupes les plus laborieux sur le terrain. De son côté, le président de l'Association nationale du patrimoine, du tourisme et de l'artisanat, Tarek Salhi, a relevé que l'association qu'il représente est chargée d'une partie des travaux d'aménagement de la cité Annasr et la plantation de 60 arbustes, relevant qu'au-delà de ces chantiers, l'opération vise en premier à inculquer la culture environnementale parmi la population et à sensibiliser quant à l'importance d'un cadre de vie sain et agréable.

Mechaka A.



Constantine Livraison de 1425 logements en mars 2020, pôle intégré de Rabta

Les souscripteurs à la formule location-vente de l'agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) qui ont opté pour le pôle intégré de Retba, situé sur le territoire de la commune de Didouche-Mourad, ne cessent de se manifester ces derniers temps afin d'attirer l'attention des autorités publiques sur la situation inextricable dans laquelle ils se retrouvent, d'autant plus que leurs pairs de l'unité de voisinage 20 de la nouvelle ville Ali-Mendjeli ont reçu les clefs de leurs appartements il y a des mois de cela. En effet, si une partie des 6000 unités est déjà prête, l'installation des réseaux d'énergie électrique et gazière se trouve à chaque fois reportée par les oppositions des propriétaires des terrains par lesquels doivent passer

ces derniers, ce qui a induit un grand retard dans la livraison des logements. Après plusieurs tentatives de règlement à l'amiable, les autorités de la wilaya ont fini par adresser un dernier avertissement audits propriétaires, les sommant de ne plus entraver la progression des travaux. C'est lors d'une sortie sur le site opérée la semaine passée que le chef de l'Exécutif, Abdessamie Saïdoun, a instruit le président de l'APC de Didouche-Mourad de trouver au plus vite une solution à cette situation, sous peine de faire intervenir la force publique. Il faut rappeler que le premier délai de livraison annoncé était le mois de juin 2016, et concernait un 1^{er} quota de 2000 unités. Depuis, les souscripteurs ont appris à prendre leur mal en patience, espérant investir rapidement leurs

nouvelles habitations, d'autant plus que le gros du travail a déjà été fait. En mars passé, le Directeur général de l'AADL, Saïd Rouba, s'était rendu à Retba, à l'invitation du wali de Constantine, et avait promis qu'une partie des logements serait prête pour l'été. De son côté, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, en visite, début août à Constantine, avait avancé comme délai la fin de l'année en cours. Le dernier engagement en date des autorités est la livraison de 1425 unités avant la fin du 1^{er} trimestre 2020. «Je ne pourrais fixer une date précise qu'après la pose des réseaux d'électricité et de gaz et la mise en service de la station de traitement d'eau potable», a assuré Saïdoun aux souscripteurs mécontents.

Bordj Bou-Arréridj Le Fnac pour accompagner les opérateurs économiques

Le développement de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue s'avère le meilleur moyen pour booster l'entreprise vers le perfectionnement et la création de richesses et d'emplois. D'où la Journée d'étude tenue, mercredi dernier, par le Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (Fnac). La rencontre vise à permettre aux opérateurs économiques de prendre connaissance des opportunités offertes par cet organisme à travers la prise en charge de leur plan de formation et leur accompagnement pour une meilleure prise en charge des jeunes en mode de formation par apprentissage. «Notre institution a pour rôle d'aider les entreprises à former les jeunes, en contrepartie d'être exonérées de taxes si elles financent le coût de la formation,

et dans le cas contraire, elles doivent contribuer à hauteur de 1% du coût de la formation», nous explique Lakhdar Chennoufi, directeur général du Fnac. L'adéquation formation-emploi reste le casse-tête du secteur de la Formation professionnelle où l'apprenti est souvent orienté en fonction des besoins de la région ou du pays et non pas suivant sa vocation d'aller vers une telle ou telle spécialité. «Nous essayons toujours d'adapter la formation aux exigences du marché économique, tout en essayant d'atteindre l'adéquation formation-emploi. Notre secteur tente de répondre au marché national à chaque intégration de nouvelles spécialités à la nomenclature», explique Bourouis, sous directrice de la formation continue au niveau du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Tébessa 1,77 million d'oliviers sur près de 6000 hectares

Sur une superficie totale de plus de 5950 hectares, sont plantés plus de 1,77 million d'oliviers, soit une moyenne de près de 186 arbres par hectare. La production d'olives a atteint quant à elle quelque 56 000 quintaux et les trois quarts de la récolte sont orientés vers les huileries, apprend-on de la DSA. Selon les prévisions, la production d'huile d'olive sera de 1 500 000 litres. À noter que la wilaya de Tébessa compte 5 huileries dont 3 modernes. Sauf que l'apparition de la maladie causée par la mouche d'olive demeure un handicap pour les oléiculteurs. Un insecte nocif détecté par la station régionale de la protection des végétaux de Batna, ce qui classe la wilaya de Tébessa parmi les régions menacées. L'insecte en question peut engendrer des pertes substantielles allant de 50 à 60% de la production. De ce fait, les services agricoles appellent les agriculteurs à plus de vigilance, en prenant les mesures préventives ou curatives (application d'insecticides) afin de préserver leurs récoltes. En sus des campagnes de sensibilisation que la DSA mène auprès des exploitants de la filière. Sur un autre registre, la DSA encourage les porteurs de projets de conditionnement de l'huile d'olive, pour la garantie de sa commercialisation à grande échelle, sur le marché national ou à l'étranger et la sauvegarde du label. Signalons que le sud de la wilaya de Tébessa recèle d'importantes superficies de vergers d'oliveraies, notamment à Bir El Ater, Oum Ali, Ogla Malha, ou encore Saf Saf, Ouesra et Negrine.

El Tarf Les meilleurs agriculteurs honorés

C'est en présence des secrétaires généraux de l'UNPA des wilayas de l'est du pays, du représentant de son secrétaire national Alioui, du wali, du P/APW et de nombreux agriculteurs, que l'anniversaire de la création de cette union des agriculteurs, le 45^e, s'est tenu, jeudi dernier, au siège de l'UNPA. Dans son intervention, Saci Abadlia, le secrétaire général de la wilaya d'El Tarf, sous le slogan «Le fellah est source de richesses», a rappelé les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs, dénonçant au passage la Badr qui, selon lui, donne du fil à retordre aux agriculteurs dans l'affectation des crédits, en plus des prix des engrais qui sont passés de 6.000 DA à 10.000 DA, entre autres... Ajoutant que la production d'agrumes a atteint les 500 000 quintaux grâce aux nouveaux forages et une météo clémente, insistant au passage que beaucoup de défis restent à relever, dans un secteur comme celui de l'Agriculture, d'une importance stratégique. Pour la circonstance, les meilleurs agriculteurs des différentes filières, ayant réalisé de bons rendements, ont été honorés.

Sidi Bel-Abbès

Nécessité de s'adapter aux nouveautés de dépistage et de traitement des maladies chroniques

Les participants aux cinquièmes journées nationales de médecine interne, ouvertes vendredi à Sidi Bel-Abbes, ont insisté sur la nécessité de s'adapter aux nouveautés de dépistage et de traitement des maladies chroniques pour une meilleure prise en charge des malades.

Lors de cette rencontre, qui a regroupé des enseignants universitaires, des médecins généralistes et spécialistes et des résidents, ils ont estimé nécessaire de prendre connaissance des nouveautés dans le dépistage précis des maladies chroniques et les méthodes modernes de leur traitement. Le Dr Ahmed Babou, spécialiste en médecine interne au CHU Abdelkader-Hassani, de Sidi Bel-Abbès, a plaidé, dans ce sens, pour le renforcement de la formation des généralistes afin de leur permettre de contribuer efficacement au dépistage qui épargne, aux porteurs de telles maladies, des complications conduisant à l'accident vasculaire cérébral (AVC) et à l'hémiplégie, voire la mort. «Les maladies chroniques dont le diabète et l'hypertension nécessitent une bonne prise en charge, ce qui exige au médecin gé-

raliste et spécialiste d'être au courant de toutes les nouveautés de dépistage, de traitement et de médicaments», a-t-il souligné. Pour sa part, le Dr Benkabou du même CHU a mis l'accent sur l'actualisation des connaissances des médecins et l'échange d'expériences à travers la participation à des séminaires, colloques et congrès médicaux en Algérie et à l'étranger, estimant que la prise en charge des maladies chroniques comme le diabète et l'hypertension doit impliquer aussi des spécialistes en diététiciens et des psychologues. Le programme de cette rencontre de deux jours, organisée par le CHU Abdelkader-Hassani, de Sidi Bel-Abbès, en collaboration avec l'association «Amel» de médecine interne, regroupe 300 médecins généralistes et spécialistes des wilayas du pays.

T. M.



Oran - Réaménagement du marché de la rue de la Bastille «Les travaux seront lancés incessamment», rassure le wali

En visite inopinée dans plusieurs quartiers de la ville, le wali d'Oran a rassuré, jeudi, les marchands de la rue de la Bastille sur le lancement prochain des travaux de réaménagement de cette artère commerciale. Le chef de l'exécutif a indiqué que les travaux se feront d'une manière progressive. «Lors de cette sortie, le wali a effectué une visite à pied à travers plusieurs rues principales de la ville telles la rue des Aurès (ex-la Bastille), afin d'être en contact direct avec les citoyens et à l'écoute de leurs préoccupations. Il a de ce fait rassuré les commerçants quant aux travaux de réaménagement du marché et de la rue des Aurès, qui se feront de façon progressive», indique un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. Il y a lieu de signaler qu'en début d'année les marchands de la rue de la Bastille avaient refusé une proposition d'être transférés vers les anciennes caves de l'ONCV sis à St Pierre, durant la période des travaux d'aménagement, en maintenant leur proposition d'un transfert temporaire vers les ruelles adjacentes, puisque ce transfert ne cause aucun problème. Selon des marchands, leurs représentants sont ouverts au dialogue avec les services de la commune pour trouver une solution qui arrangerait les deux parties et qui pourrait permettre le lancement des travaux dans les plus brefs délais. Les mêmes marchands affirment que la structure proposée par le wali pour accueillir les marchands, outre le fait qu'il s'agit d'une

vieille bâtisse qui s'est effondrée partiellement, ne répond en aucun cas aux normes de sécurité. Selon des sources proches de la wilaya, la sortie du wali jeudi sera suivie d'une rencontre pour tenter de trouver une solution au problème du transfert des marchands durant la période des travaux. Outre la rue de la Bastille, il y a lieu de souligner que dans le cadre du suivi régulier de l'ensemble des projets de développement et de modernisation de la ville, une visite a conduit, jeudi, le wali d'Oran, Djellaoui Abdelkader, au niveau de plusieurs sites où il s'est enquis de l'avancement des travaux. La première halte a été effectuée au port de pêche où le wali était accompagné du DG du port et des représentants des gardes-côtes. Dans ce registre, l'enceinte portuaire de pêche fera l'objet prochainement d'une grande opération de réaménagement avec la réalisation d'une marina et d'un espace dédié à la villégiature à la grande joie des riverains. Au siège de l'hôtel de ville, le chef de l'exécutif a eu un aperçu détaillé sur les travaux de réhabilitation confiés à la direction de l'urbanisme. Par ailleurs, cette sortie a été également l'occasion d'inspecter l'état dans lequel se trouve l'hôpital Baudens dans le quartier de Sidi Lahouari. Une expertise technique a été exigée pour lancer une étude et permettre ainsi sa réhabilitation et probablement sa reconversion. Toujours dans le même quartier, une halte a été aussi effectuée au niveau du musée de la mer.

Relizane Le commerce informel revient en force

Alors qu'on pensait qu'avec l'éradication des charrettes de fruits et légumes de souk Graba ou à la cité Fortassa «Rakaba» on avait réduit le commerce informel, comme tous les parasites, ce dernier s'est redéployé à Relizane-Centre ! Les riverains se plaignaient déjà de la présence des étalages informels existants, mais ceux-ci ont été rejoints par ceux qui n'ont pas été recasés lors de l'opération de souk Graba. Il faut noter que lors de cette opération, beaucoup de «candidats» se sont présentés pour obtenir une case dans l'un ou l'autre marché, sans vouloir comprendre que seuls les vendeurs reconnus et présents, recensés, notamment avec l'aide d'une commission, avaient été retenus. Aussi, ont-ils couru vers Relizane, croyant ainsi obtenir ce qu'ils n'ont pu obtenir à souk Graba, lors d'un prochain recasement ! Cela ne vous rappelle rien ? C'est la même méthode qui a servi pendant des années aux recasements des résidents de constructions illicites. Pendant ce temps, ce sont les résidents des immeubles LSP, sis à Graba, qui sont pénalisés, puisque le «marché» informel se tient sur un parking, devenu ainsi inaccessible pour les habitants ! Non seulement c'est un commerce informel imposé, mais il impose aussi ses propres règles ! Il est vrai que ce quartier a besoin d'un marché mais pas dans ces conditions. D'autant que ceux qui y activent sont déjà recensés.

Saïda

Les conditions déplorables de la résidence universitaire Mazouni-Abdelaziz font fuir les étudiantes

Les étudiantes de la résidence universitaire Mazouni-Abdelaziz (Saïda), dotée de 3000 lits, ne pouvant supporter les conditions déplorables de leur cité, ont préféré retourner chez elles. À travers un communiqué, elles ont dressé un tableau peu reluisant et peu enviable de la situation au sein de cette structure. Depuis trois jours consécutifs, en l'occurrence jeudi, vendredi et samedi dernier, la cité fait face à une pénurie d'eau dans la plupart des pavillons, ce qui a généré plusieurs désagréments, comme les odeurs nauséabondes, ainsi que l'amas de détritus et de saleté qui traînent ici et là. Un autre problème, et pas des moindres, a été relevé par le communiqué : les résidentes de cette cité sont également privées de chauffage, et de facto sont exposées au terrible froid hivernal. Ajoutons à cela les coupures intempestives d'électricité

qui ne font que ternir le cadre de vie de ces étudiantes internes, venues des contrées éloignées et censées étudier dans une université qui dispose en principe d'un cadre agréable pourvu de toutes les commodités. D'un autre côté, les étudiants de langues étrangères (français, anglais), ceux du département d'arabe et des arts dramatiques de l'université Moulay-Tahar cité El Nasr ont eux aussi, compte tenu de la situation déplorable et des mauvaises conditions de leur prise en charge, observé depuis le 19 novembre une grève ouverte qui ne prendra fin qu'avec la résolution de leurs problèmes. Ils dénoncent, notamment l'absence de chauffage et des vitres brisées dans les salles de cours, l'absence d'éclairage, l'absence de vestiaires et enfin l'absence d'hygiène.

Ouargla

L'État œuvre à renforcer la prise en charge médicale dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a affirmé hier, à Ouargla, que l'État s'attèle à renforcer et promouvoir les prestations médicales dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.

«L'État œuvre à renforcer et promouvoir les prestations médicales dans les wilayas du Sud du pays et des Hauts-Plateaux en vue d'assurer une meilleure prise en charge médicale des malades», a souligné Miraoui en marge du lancement à la Faculté de médecine du concours sélectif des médecins généralistes des wilayas du Sud pour l'accès aux études médicales spécialisées.

«Ce concours sélectif intervient en application des décisions du Gouvernement prises lors de son conseil du mois de juillet dernier concernant la promotion de la prise en charge médicale spécialisée dans les wilayas du Sud du pays et des Hauts-Plateaux», a soutenu le ministre. Miraoui a, dans ce cadre, fait état de la levée du gel, au profit de ces wilayas, sur pas moins de 25 projets de réalisation de nouvelles structures de santé, d'une autorisation financière globale de plus de 20 milliards de dinars, dans le but de promouvoir les prestations médicales dans ces régions.

Il a relevé, également, que 117 conventions ont été signées cette année dans le cadre des programmes de jumelage inter-hôpitaux du Sud et du Nord du pays portant renforcement de toutes les spécialités médicales confondues, en plus de l'ouverture des pharmacies centrales, la création à Tamanrasset d'un Observatoire régional de la santé appelé à prendre en charge les maladies tropicales et d'un centre de recherches et de lutte anti-envenimation scorpionique à Ouargla. Dans le même ordre d'idées, le ministre a passé en revue les mesures incitatives et les avantages, y compris le service civil, préconisés par l'État en direction des praticiens généralistes,

notamment ceux exerçant dans les wilayas du Sud, par souci d'améliorer leurs conditions socioprofessionnelles.

La dynamisation des mécanismes d'encouragement de l'investissement privé dans le secteur de la Santé dans le Sud et les Hauts-Plateaux, la mobilisation des équipes clinomobiles devant sillonner les régions enclavées et l'acquisition de nouvelles ambulances tout-terrain, font partie, également, des décisions prises par l'État, a ajouté Miraoui. Il a, à cette occasion, rendu un grand hommage aux efforts intensifs fournis par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) pour assurer, à la faveur des caravanes itinérantes, des prestations médicales au profit des populations nomades et des régions enclavées, en sus de la coopération inter-hôpitaux militaires et civils pour offrir des prestations médicales spécialisées au niveau des structures hospitalières du pays.

L'organisation de ce concours d'accès aux études médicales spécialisées qui a enregistré la participation de 450 candidats, ayant rempli les conditions portant plus de 5 ans d'expériences d'exercice et âgés de moins de 40 ans, s'assigne comme objectifs l'amélioration des prestations médicales et la couverture médicale spécialisée permanente au profit des populations du sud du pays.

Le ministre de la Santé a indiqué que ce concours sélectif vise à ouvrir des opportunités aux praticiens généralistes opérant dans ces régions d'accéder à de pareilles formations, avant de souligner que ce concours sera organisé annuellement.

Pour ce concours, l'on relève l'ouverture de 198 postes, à raison de 22 postes pour chacune des wilayas d'Adrar, Béchar,



Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Tindouf, El Oued, Biskra et Ghardaïa, versés dans les spécialités médicales de la pédiatrie, gynécologie, anesthésie-réanimation, médecine interne, l'imagerie médicale, la chirurgie générale, chirurgie pédiatrique et la chirurgie orthopédique. Le ministre a, au terme de sa visite de travail dans la wilaya d'Ouargla, inspecté le laboratoire d'im-

munologie et des recherches scientifiques à la faculté de médecine, université Kasdi-Merbah, où il a écouté des explications des chercheurs et étudiants sur les résultats obtenus. Miraoui a, à ce titre, donné des instructions aux responsables de l'université pour réunir tous les moyens nécessaires aux expériences en vue d'encourager la recherche scientifique. **Kadiro Frih**

● L'oléiculture : une filière agricole en plein essor

L'oléiculture connaît ces dernières années un grand essor dans la wilaya d'Ouargla après avoir gagné de plus en plus du terrain, parallèlement à la phœniciculture, pour s'imposer au fil des jours en tant qu'importantes activités agricoles florissantes dans la région. L'exploitation agricole (260 ha) implantée dans la commune de Hassi Benabdallah (daïra de Sidi Khouiled) est l'une des fermes pilotes ayant obtenu des résultats «encourageants» en matière de développement augurant des perspectives prometteuses de la filière oléicole. Ayant fait dernièrement l'objet de la visite des autorités locales qui ont, depuis, donné le coup d'envoi de la campagne de cueillette des olives, cette exploitation a obtenu, après l'entrée en production il y a 5 ans, des résultats «très satisfaisants» ayant passé de 1500 quintaux à une

récolte actuelle de 5000 q après mise en terre d'autres effectifs supplémentaires d'oliviers, a indiqué le promoteur Mohamed Abdeldjabbar Bensaci. Peuplée de 100 000 oliviers, des variétés, notamment le «Chemlal» et la «Sigoise», cette ferme renferme, également, une huilerie équipée en moyens modernes, en plus des installations d'emballage et de conditionnement du produit destiné à l'exportation vers des pays africains et d'autres arabes du Golfe. Le promoteur a, à la lumière de cet essor atteint des résultats encourageants obtenus, opté pour l'extension de la filière oléicole sur une superficie supplémentaire de 1000 ha retenue dans la région de Hassi Lehdjar, (périphérie ouest de la ville de Ouargla), dont les travaux d'aménagement, de réalisation de forage d'irrigation et d'installa-

tion des réseaux d'irrigation ont d'ores et déjà été lancés. Une superficie de 200 ha sera peuplée, d'ici mars 2020, d'un effectif de 300 000 petits oliviers.

Ce projet mené avec le concours d'une société espagnole spécialisée, renfermera, en perspective, près de 2 millions d'oliviers, des variétés d'Arbequina et d'Arbosana, à raison de 1400 oliviers par hectare, a indiqué Bensaci.

Ce futur projet s'assigne comme objectifs la réalisation d'une récolte quantitative et qualitative de l'huile d'olive destinée à l'exportation et l'approvisionnement du marché local en la matière à des prix raisonnables, plafonnés actuellement à plus de 1.000 DA/litre, a fait savoir le promoteur. **K. F.**

Laghouat

Divers projets en cours dans les communes d'El Kheneg, Tadjerouna et El Haouita



Divers projets de développement sont en cours de réalisation dans les communes d'El Kheneg, El Haouita et Tadjerouna, a-t-on appris auprès des services de la wilaya de Laghouat. Retenus au titre des programmes communaux de développement (PCD-2019), ces opérations concernent, notamment les secteurs de l'Éducation nationale, les Ressources en eau, l'Habitat et l'Aménagement urbain.

Dans la commune d'El Kheneg, un projet d'extension et de rénovation du réseau d'assainissement et son raccordement au réseau principal des quartiers Rahmania et Ouled Laadjel est en voie de finalisation, en plus du raccordement aux voies et réseaux divers (VRD) de 350 lots ruraux groupés, et de la réalisation d'une cantine scolaire à l'école primaire chahid Kouider Bensaâd. Au niveau de la commune d'El Haouita, les travaux sont en cours pour la réalisation de 40 logements publics locatifs, le revê-

tement des routes à la cité des 200 lots, le raccordement aux VRD des lotissements ruraux, et la réalisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement au niveau du lotissement rural N° 7. La commune de Tadjerouna a bénéficié, pour sa part, d'un projet d'unité secondaire de la protection civile, afin d'étendre le déploiement de cette institution à travers la wilaya de Laghouat. Un projet de 30 logements publics locatifs y est aussi en voie de finalisation, en plus de la restauration de la mosquée antique, selon le cachet architectural et les matériaux originels, sous la supervision du secteur de la Culture. Une opération d'équipement de l'école primaire chahid Abdalah Matlouk, dans la localité de Lalmaya, d'un système d'énergie solaire a été par ailleurs, réceptionnée, en attendant la généralisation de ce type d'équipements aux autres établissements éducatifs de la wilaya de Laghouat.

Une application iPhone émule l'iconique iPod et sa roulette



Avis aux nostalgiques : un développeur iOS s'efforce de créer une application capable de transformer son téléphone en iPod Classic. Un aperçu est même disponible, publié sur Twitter. C'est l'occasion de retrouver la molette emblématique des premiers modèles. Elvin Hu est un étudiant design au collège Cooper Union, à New-York. Étant passionné par les produits Apple depuis sa jeunesse, il s'en est servi d'inspiration pour réaliser cette application. Pour rappel, le tout 1^{er} iPod est sorti en 2001. Le principe a ensuite été repris sur plusieurs modèles, comme l'iPod mini, Shuffle ou Nano. Si les boutons ne sont évidemment pas physiques, les sensations d'antan sont bien présentes. On retrouve donc pour l'occasion le retour haptique, des sons de clic similaires

et une navigation calquée sur l'original. Le principe est simple, votre iPhone se transformera en un iPod de plein écran, avec la molette cliquable au centre. L'ancienne fonctionnalité Cover Flow a été également reprise : ce système permettait aux propriétaires d'iPod de naviguer dans la bibliothèque iTunes par un simple balayage des pochettes d'album. L'application semble déjà bien avancée. Elvin Hu a déclaré que son application serait prête pour le mois de décembre 2019. Pour autant, l'auteur tient à ne pas donner de faux espoirs, car tout dépendra d'Apple. Il faudra alors que la firme californienne approuve la mise en ligne de son travail. S'il n'obtient pas un accord, il projette de la rendre disponible en open source, pour sa communauté.

Singapour a un plan pour augmenter la sécurité informatique

En se basant sur les bonnes conduites internationales en matière de sécurité informatique, Singapour annonce un renforcement de sa cybersécurité. À Singapour, on veut s'inspirer du Canada et du Royaume-Uni, eux qui se retrouvent dans des situations de cybermenaces aux problèmes similaires. En cette fin novembre, le gouvernement de la cité-État s'est engagé à améliorer la sécurité des données numériques du pays, en établissant de nouvelles mesures. Au cours des huit derniers mois, un comité chargé de préparer ces nouvelles séries de mesures s'est inspiré des meilleures pratiques internationales en matière de sécurité informatique, pour préparer un plan qui «fera face aux défis futurs». D'ici à la fin 2021, 80 % des systèmes gouvernementaux seront renforcés dans leur sécurité «pour éviter les incidents de données, bien que ceux-ci ne pourront jamais être totalement éliminés», déclarait Teo Chee Hean, Premier ministre et ministre chargé de la Sécurité nationale, qui présidait le comité. Toute cette énergie et l'ambition provenant de la tête de l'État de Singapour n'arrive pourtant pas dans une période très adéquate. Ou plutôt, les multiples difficultés qu'a connues le pays ces derniers temps ont de quoi expliquer le nouveau plan stratégique de Singapour, devenant une urgence nationale. Encore la semaine dernière, une agence du secteur public a été atteinte, et de nombreuses données personnelles d'utilisateurs étaient compromises. Il était temps que Singapour réagisse. Mais est-ce que ses efforts seront vraiment suffisants ? Pour ce faire, Singapour vise à «améliorer la technologie et les processus pour protéger les

données contre les menaces ; développer des compétences en matière de sécurité des données et «inculquer une culture de l'excellence» autour du partage et de l'utilisation sécurisée des données entre agences gouvernementales», relataient nos confrères de Znet. Certaines mesures que prendra le gouvernement exigeront une refonte en profondeur de certains systèmes informatiques. Singapour le sait, et annonce que cela prendra du temps. «Entre-temps, nous disposerons de processus et de mesures pour couvrir les risques», se rassurait le ministre d'État, Teo Chee. Mais bien que le plan du pays devrait renforcer considérablement sa protection face aux cybermenaces et aux expositions des données personnelles, le gouvernement ne veut pas se leurrer. «Nous ferons tout notre possible pour réduire le risque de violation de données, mais nous ne pouvons pas éliminer complètement la menace» déclarait Teo, ajoutant que «lorsque de telles violations se produisent, nous les détectons et nous intervenons rapidement et efficacement pour limiter les violations et les dommages». Restera un point sensible dans cette série de mesure. Pour pouvoir augmenter la sécurité de tous, le gouvernement a laissé entendre que le partage de données sera très important entre les utilisateurs numériques au sein du pays et les services de l'État. «Nous devons protéger la sécurité des données et préserver la vie privée des individus, sans pour autant entraver l'innovation numérique», expliquait le président du comité chargé d'examiner les bonnes pratiques internationales dans la sécurité informatique.



A l'heure actuelle, face à un nombre grandissant d'exploits permettant de profiter de plusieurs fragilités du web, l'importance de se doter d'un antivirus sur son ordinateur est grandissante.

Codemasters annonce le rachat de Slightly Mad Studios



Les créateurs de Project Cars rejoignent l'éditeur britannique Codemasters afin d'apporter leur expérience dans la simulation de course automobile. Frank Sagnier, le PDG de Codemasters, précise que le montant de l'acquisition de Slightly Mad Studios s'élève à 30 millions de dollars. Les équipes présentes au sein du studio depuis plusieurs années ne vont d'ailleurs pas changer : «Nous souhaitons la bienvenue à Ian Bell et sa team dans la famille Codemasters et avons hâte de commencer à travailler ensemble pour créer la future génération de franchises de course (...) Leur concentration sur la qualité AAA et la passion qu'ils mettent dans

tout ce qu'ils créent reflète la nôtre. Les deux sociétés ont un certain nombre de franchises de renommée mondiale et de succès, ainsi que des pipelines de développement de produits passionnants, soutenus par une propriété intellectuelle de 1^{er} plan et certains des meilleurs talents de l'industrie du jeu.» Dans son communiqué de presse, Codemasters indique que les équipes de développement de Slightly Mad Studios sont actuellement occupées sur Project Cars Go (portage mobile), Project Cars 3 et un jeu basé sur une franchise de films à succès qui pourrait être Fast & Furious. A noter que la Mad Box est

toujours dans un coin de la tête du président de SMS, mais l'arrivée de Google Stadia lui fait quand même peur : «L'annonce de Stadia par Google n'a pas aidé le projet avec nos investisseurs. Nous avons de solides investissements en réserve, mais lorsque Google a déclaré que «l'avenir du jeu n'est pas dans une boîte», cela ne nous a pas fait de faveur. Deux investisseurs se sont retirés après l'annonce de Stadia. Tout ce que je peux dire pour le moment, c'est que le futur du projet est discutable.» Avec Codemasters Southam, Codemasters Birmingham (anciennement Swordfish Studios), Codemasters Studio Cheshire (anciennement Evolution Studios), Codemasters Studio Pune, Codemasters Studio Sdn Bhd et désormais Slightly Mad Studios, la société anglaise à l'origine de Colin McRae Rally, GRID, DiRT ou F1 souhaite devenir le leader absolu dans le sim racing : «Le nouveau Codemasters aura une plus grande échelle et une plus grande portée, des sources de revenus diversifiées et prévisibles, ainsi que la possibilité d'offrir un divertissement exceptionnel à un public beaucoup plus large.»

Apple vient perdre le designer emblématique de l'iPhone

Au tout début de l'été, on apprenait que le célèbre designer Jony Ive avait décidé de quitter le groupe Apple, pour fonder sa propre société de design indépendante. A l'époque, Tim Cook déclarait : «Après tant d'années d'étroite collaboration, je suis heureux que notre relation continue d'évoluer et j'ai hâte de travailler avec Jony encore longtemps dans l'avenir.» Rappelons que Jonathan Ive est à la tête de l'équipe de design Apple depuis 1996. Ainsi, parallèlement à l'iMac G3 de 1998, Jony Ive est notamment à l'origine du Mac Mini, du MacBook Air, de l'iPad ou encore de l'Apple Watch, mais aussi (et surtout) de l'iPhone en 2007. Si le célèbre designer était encore lié à Apple depuis l'annonce de son départ, ce dernier vient d'être retiré de la page officielle Apple listant les principaux leaders de la firme américaine. Désormais, ce très proche de Steve Jobs est aux commandes d'un tout nouveau studio : LoveFrom. Evidemment, le départ de Jony Ive ne signe pas nécessairement la fin de la collaboration entre Apple et le célèbre «Chief Design Officer». En effet, Apple avait déjà annoncé en juin dernier sa volonté de travailler avec Jony Ive «encore longtemps dans l'avenir». La société LoveFrom devrait donc compter Apple parmi ses premiers clients. Rappelons pour conclure que si Jony Ive compte quelques superbes créations à son actif, il est également à l'origine de quelques ratés assez mémorables. C'est à lui par exemple que l'on doit le Mac Pro en forme de râpe à fromage, mais aussi la vilaine Smart Battery Case de l'iPhone 6S. C'est également Jony Ive qui a milité activement pour l'intégration du clavier papillon à bord des MacBook, qui permet d'aboutir à un design très fin, au prix toutefois d'une certaine fragilité.



Dépistage du cancer de la prostate : des scientifiques développent un test urinaire à faire chez soi



Avec ce dispositif, les scientifiques espèrent faciliter ce moment délicat pour les hommes et leur éviter de subir des tests de dépistage intrusifs, tels qu'un examen de toucher rectal. Des médecins anglais ont mis au point un test urinaire pour dépister le cancer de la prostate à réaliser à domicile. Avec ce dispositif, les

scientifiques espèrent faciliter ce moment délicat pour les hommes et leur éviter de subir des tests de dépistage intrusifs, tels qu'un examen de toucher rectal. Des chercheurs de l'université East Anglia (UEA) et du Norfolk and Norwich University Hospital (Angleterre) présentent un nouveau test pour dépister le

cancer de la prostate. Baptisé «PUR» (Prostate Urine Risk), le test se présente sous forme de kit de collecte. Dans cette étude publiée dans la revue *BioTechniques*, les médecins expliquent qu'il suffira au patient de recueillir son urine depuis son domicile pour évaluer ses risques de développer le cancer de la prostate, qui représente la forme de cancer la plus fréquente chez les hommes. «Ce test examine l'expression des gènes dans les échantillons d'urine et fournit des informations vitales sur le caractère agressif ou le «faible risque» d'un cancer. Parce que la prostate est constamment sécrétée, la collecte d'urine de la première miction des hommes de la journée signifie que les niveaux de biomarqueurs de la prostate sont beaucoup plus élevés et plus constants, ce qui représente une grande amélioration», explique le Dr Jeremy Clark, chercheur à la faculté de médecine de l'UEA et

co-auteur de l'étude. Eviter à de nombreux hommes de passer des examens dont ils n'ont pas besoin. Afin d'évaluer le degré d'efficacité du test PUR, les chercheurs ont recruté 14 hommes à qui ils ont fait passer des examens médicaux par toucher rectal, l'une des principales méthodes visant à détecter le cancer de la prostate (avec les analyses sanguines, l'examen IRM et la biopsie). Les participants sont ensuite rentrés à leur domicile, où ils ont dû faire le test PUR pour une seconde évaluation de leurs risques de développer un cancer de la prostate. Les scientifiques ont comparé les résultats obtenus à l'issue de ces deux tests. «Nous avons constaté que les échantillons d'urine prélevés à domicile montraient les biomarqueurs du cancer de la prostate beaucoup plus clairement qu'après un examen rectal. Et les commentaires des participants ont démontré que les patients préfèrent

réaliser le test à domicile», observe le Dr Clark. Ce nouveau dispositif pourrait également permettre d'évaluer le niveau d'agressivité du cancer et donc aider à déterminer jusqu'à cinq ans plus tôt que les méthodes cliniques standards si les patients auront besoin ou non d'un traitement. «Cela signifie qu'un test négatif pourrait permettre aux hommes de subir un nouveau test que tous les deux ou trois ans, ce qui réduirait le stress pour le patient et la charge de travail à l'hôpital», souligne le Dr Clark. «C'est une avancée très enthousiasmante, car ce test nous donne la possibilité d'éviter à beaucoup d'hommes des examens inutiles», renchérit le deuxième auteur de l'étude Robert Mills, chirurgien consultant en urologie au Norfolk and Norwich University Hospital. Si la date de disponibilité du test PUR n'est pas encore connue, les auteurs de l'étude espèrent toutefois pouvoir «bientôt» le commercialiser.

Bouton de fièvre : pourquoi il est impossible de se débarrasser de son herpès labial

Si l'herpès labial, l'autre nom donné aux boutons de fièvre, n'est pas dangereux, il peut être difficile à vivre : une multitude de petits boutons apparaissent au niveau de la lèvre et finissent par former une croûte, qui ne disparaît qu'au bout de sept à dix jours. On estime que 7 personnes sur 10 sont infectées par ce virus, la plupart du temps dans la petite enfance. Heureusement, la plupart d'entre elles n'auront jamais de boutons de fièvre. Ce virus, appelé HSV-1, est tenace : une fois installé dans l'organisme, il y reste pour la vie. Pourquoi ne peut-il pas être définitivement éliminé par nos défenses immunitaires ou par des médicaments ? Lors d'une proximité entre une personne saine et une autre infectée. Le virus, présent dans la salive (et donc dans les postillons) de la seconde, va pénétrer dans les cellules de peau de la première : c'est la primo-infection. Elle peut passer inaperçue ou provoquer une poussée d'herpès. Un enfant sur dix présente une gingivostomatite herpétique après cette première entrée du virus. Il s'agit d'une poussée particulièrement longue (2 à 3 semaines) et sévère par rapport à un bouton de fièvre classique, souvent accompagnée de fièvre et qui se caractérise par des gencives douloureuses et enflées. Une multitude de vésicules douloureuses apparaissent alors à l'intérieur et autour de la bouche, mais aussi sur le menton. Lorsqu'elles éclatent, elles forment des plaies douloureuses. Réprimé par les défenses immunitaires -parfois aidées de crèmes ou de médicaments antiviraux-, le virus se fait vite oublier. Mais en parallèle, son ADN pénètre dans le système nerveux de la personne infectée, en remontant le long des nerfs dont les terminaisons se trouvent au niveau de la bouche, jusqu'à atteindre leurs noyaux, situés à l'arrière du crâne. Les virus de l'herpès génital, de la varicelle ou du zona utilisent la même technique. Le virus reste silencieux et invisible dans le système nerveux : on parle d'infection latente. Pour le système nerveux, il n'y a rien à craindre.

«Seul l'ADN du virus est présent : il ne produit rien qui puisse endommager les nerfs», précisent les spécialistes. Pour le virus, l'avantage est considérable : il est hors de portée des traitements antiviraux, mais aussi du système immunitaire. En temps normal, ce dernier reconnaît les virus grâce à des molécules, les antigènes, présentes à leur surface. Dommage : le virus de l'herpès se débarrasse bien vite de la sienne pour pouvoir persister dans le nerf sous forme d'ADN. Le virus reste donc silencieux et invisible dans le système nerveux : on parle d'infection latente. Mais dès qu'il sort du système nerveux, il redevient accessible aux traitements antiviraux et au système immunitaire. Stress, fatigue, fièvre, maux de tête, infection, exposition au soleil, changement hormonal comme les règles... «Puisqu'il est dans le système nerveux, le virus peut être réactivé par tout ce qui stimule ce système», expliquent-ils. Dans ce cas, les particules virales se reforment, et reprennent le chemin du nerf en sens inverse, jusqu'à atteindre la bouche. «Puisqu'il est dans le système nerveux, le virus peut être réactivé par tout ce qui stimule ce système». Une fois dans les cellules de la muqueuse buccale, le virus se multiplie en très grande quantité, et un bouton de fièvre apparaît. Le risque de transmission à une autre personne est alors maximal. Les traitements antiviraux et le système immunitaire ne peuvent alors qu'empêcher le virus de se répliquer en grande quantité, et donc limiter l'expansion du bouton de fièvre. Impossible pour eux de détruire les particules virales qui se sont déjà formées, et donc de réduire le bouton déjà apparu. Il faut donc prendre un traitement dès les premiers signes de la poussée d'herpès. «Heureusement, celle-ci est prévisible : dès le début de la réactivation du virus, le patient ressent généralement des picotements, des démangeaisons, ou une sorte de chaleur sur la zone concernée», décrivent les médecins. Une fois que le virus est présent dans l'organisme, tous les cas de figure sont possibles.



Que la contamination initiale ait été symptomatique ou non, certains auront des boutons de fièvre fréquemment, d'autres très rarement, d'autres jamais... Parfois, l'herpès peut apparaître au niveau de l'œil (kératite herpétique) ou du nez, si le virus emprunte les nerfs dont les terminaisons se trouvent à ces endroits. «Il est aussi possible que des particules virales arrivent à la bouche et ne forment pas de bouton de fièvre», ajoutent les médecins. Cela explique que l'on puisse transmettre le virus de l'herpès sans même savoir que l'on est infecté. Chez les personnes immunodéprimées (greffées, ou infectées par le VIH, virus du Sida), les poussées sont plus fréquentes et plus sévères. «Nous ne savons pas pourquoi certains présentent des symptômes et d'autres pas, il s'agit probablement de facteurs génétiques non identifiés à ce jour. Et il est difficile d'estimer la proportion d'individus infectés par le HSV-1 et qui l'excrètent dans la salive sans avoir aucun bouton de fièvre», commentent les virologues. Seule certitude : qu'il y ait des poussées ou non, le virus reste à vie dans l'organisme.

Un Indien se fait retirer un rein de 7,4 kg



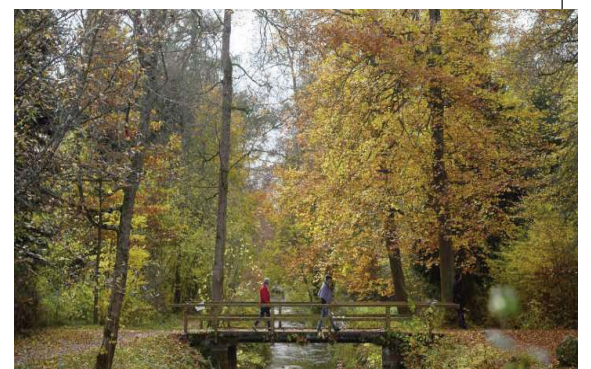
Des chirurgiens indiens ont retiré un rein de 7,4 kg, de la taille d'une boule de bowling, d'un homme souffrant d'une grave maladie génétique, a annoncé, lundi, un des médecins. Ce rein est un des plus gros jamais retirés lors d'une opération médicale. «C'était une énorme grosseur

qui occupait la moitié de son abdomen. Nous savions que c'était un gros rein mais n'avons jamais pensé qu'il serait aussi lourd», a déclaré Sachin Kathuria, un membre de l'équipe médicale. Le patient de 56 ans, atteint de polykystose rénale autosomique type dominant,

a été opéré pendant 2h à l'hôpital Sir Ganga Ram à New Delhi le mois dernier. Selon le livre Guinness des records, le plus gros rein jamais retiré d'un humain, lors d'une opération à Dubai en 2017, pesait 4,25 kg. Mais l'équipe médicale de l'hôpital de New Delhi dit avoir trouvé des dossiers médicaux faisant état d'un rein de 9 kg retiré d'un patient. La maladie dont souffre l'homme opéré récemment provoque l'apparition de kystes sur les reins. Les médecins ont décidé de l'opérer après avoir repéré une hémorragie interne et un début d'infection. Selon Kathuria, le patient est désormais en bonne santé et a été placé sous dialyse en attendant l'implantation d'un nouveau rein.

Ceux qui vivent près d'un parc à la forme complexe ont moins de chance de mourir

Vivre près d'un parc à la forme étrange serait lié à un taux de mortalité plus bas, selon des chercheurs américains qui se sont fendus d'une analyse statistique des parcs de Philadelphie afin de tenter de déterminer un lien entre l'aménagement de l'espace et la santé. Ils ont découvert que les résidents de parcs aux formes complexes, avaient moins de risques de mourir. «Notre étude suggère que construire des parcs plus complexes serait une façon peu chère et efficace de promouvoir la bonne santé. Cette association peut être attribuée aux plus grands nombres de points d'accès situés dans ces parcs», expliquent-ils. Huaqing Wang, doctorant en sciences urbaines et régionales, a notamment noté que le plus faible taux de mortalité n'était pas associé à une forme particulière, mais les données suggèrent que plus le parc est complexe, mieux c'est. «Quasiment toutes les études des effets de l'environnement sur la santé humaine se focalisent sur la quantité d'espaces verts. Nous avons découvert que la forme de l'espace a aussi un rôle», explique-t-il.

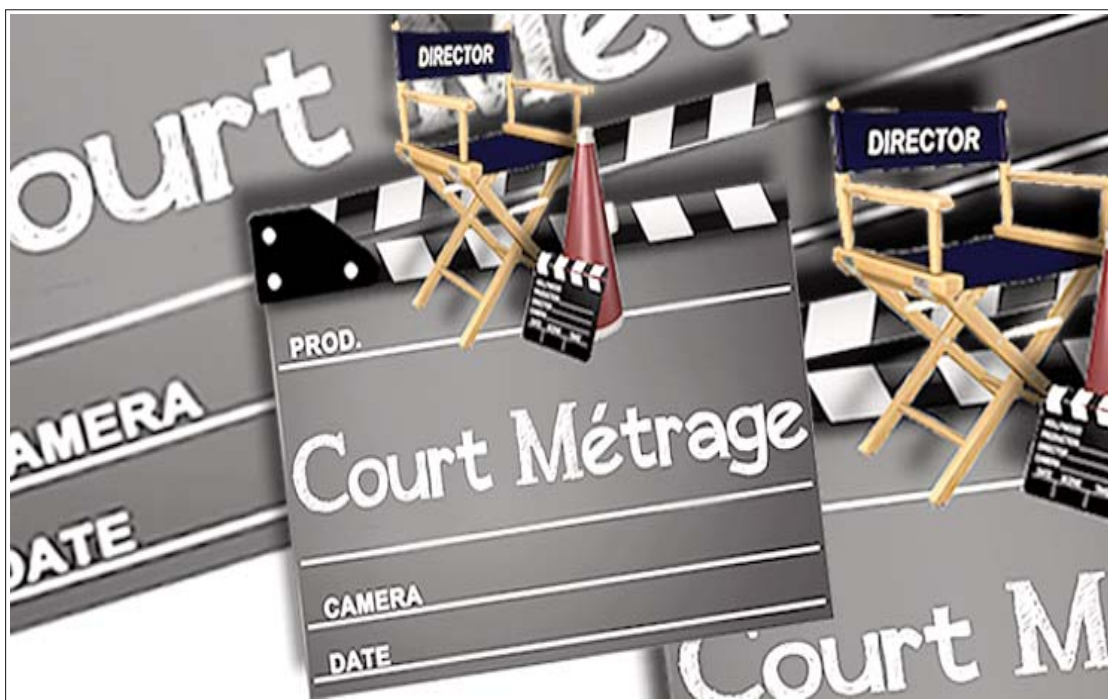


5^e édition des Journées du film fiction de court métrage à Béchar 15 films de différents thèmes en compétition visionnés

15 films de différents thèmes en compétition ont été visionnés durant ces journées avec la participation de plusieurs réalisateurs et comédiens algériens de films cinématographiques de fiction.

La tenue de ces journées cinématographiques, souligne-t-on, avec force, a pour but la promotion du film algérien et l'incitation des cinéphiles à renouer avec la fréquentation des salles désertées par les jeunes. Les films projetés ont pour thèmes des sujets en rapport avec la société algérienne. Les comédiens présents assurent que l'évaluation du film de court-métrage se fait sur la base d'un scénario, de la réalisation, composition de l'image et du son audible. Le comédien algérien Mourad Khan qui a joué dans les films *Mascarade*, *Hors-la-loi* et la route vers Istanbul présente sa première réalisation dans un film intitulé *Amertume*. Samir Ben Alla, comédien, présente lui aussi sa première

réalisation dans un film ayant pour titre *Douleur*. Larbi Lakhal, réalisateur de plusieurs films, a souhaité dans son intervention que ces journées du film de court métrage soient érigées en Festival institutionnalisé mais le court métrage selon la direction de la Maison de la culture est confronté au problème de financement. À la fin de la projection, le jury, composé de trois membres, a décidé de décerner 1^{er} prix au film *Cocota* de Khaled Bounab d'Alger et une somme de 120.000 DA. Le 2^e prix est revenu au réalisateur Mourad Khan d'Alger pour son film *Amertume* et une somme de 80.000 DA. Le 3^e prix est allé au film *Stay* du réalisateur Boukaf Mohamed de Annaba et une somme de 60.000 DA.



Editions Chihab Mohamed Issiakhem présente son livre

Les éditions Chihab ont organisé une rencontre-débat avec Mohamed Issiakhem, hier après-midi à partir de 14h30, à la librairie Chihab, à l'occasion de la parution de son ouvrage *Mémoires d'un insoumis*. La rencontre sera modérée par Daho Djerbal. Dans cet ouvrage où se déroule pas à pas le parcours d'un homme somme toute ordinaire mais, qui dans les circonstances des années de l'immédiat après-guerre, est plongé dans un moment historique où tout bascule en Algérie. Témoin donc d'un moment de rupture avec l'ordre établi, sans appartenance déclarée à aucun parti politique, mais décidant de ne pas répondre à l'appel du service militaire sous les drapeaux français et de vivre dans l'insoumission. Recherché par la gendarmerie, ciblée par la Main Rouge à Alger, il quitte le pays non sans avoir auparavant fourni à la Zone 3 de l'ALN équipements et matériels pour les premières unités de moudjahidine des monts de Kabylie. C'est ainsi que, par ce récit, nous entrons dans une des sources orales indispensables pour la compréhension, de la part qu'ont apporté des gens du peuple, sans affectation particulière, mais pétris de qualités et de courage, restés dans l'ombre des projecteurs de l'historiographie classique, mais apportant leur part avant et après l'indépendance à la libération de l'Algérie et à la conquête de la liberté.

Musique tango à Alger Le chanteur Martin Troncozo fait vibrer ses fans



Le guitariste et chanteur argentin de tango Martin Troncozo a animé, jeudi soir, à Alger, un spectacle folklorique devant un public de fans de cette musique tradition-

nelle d'Argentine. Organisé par l'ambassade d'Argentine, le concert était une occasion pour l'artiste de dérouler un répertoire de chansons folkloriques entraînantes devant un public de mélomanes. Accompagné d'un pianiste, Martin Troncozo a gratifié l'assistance des plus belles chansons exécutées sur des tangos impressionnants, une danse de bal argentine. L'artiste, lui-même danseur, a formé un duo avec une danseuse de tango pour accompagner des chansons folkloriques envoûtantes, applaudies par le public. Par ailleurs, une dégustation de produits de terroir les plus réputés en Argentine, comme le maté ou «Yerba maté», une boisson traditionnelle sacrée en Argentine et dans le sud du Brésil, a été organisée. Présent à la cérémonie, l'ambassadeur d'Argentine en Algérie, Mariano Simon-Padros, a déclaré que cet événement visait à faire connaître son pays à travers sa culture, ses coutumes et ses produits agroalimentaires. L'Argentine, pays producteur de viande, est le 5^e fournisseur de l'Algérie avec un volume d'échanges commerciaux de plus de 1,9 milliard de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, selon le diplomate argentin. Des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie ont assisté à cette journée dédiée à l'Argentine.

Liberia

Avant-première de «Hell's Gate», un film sur l'époque de l'épidémie d'Ebola

Le long métrage de fiction *Hell's Gate* (La Porte de l'Enfer), qui raconte l'histoire d'un couple de Libériens dont les projets de mariage sont bouleversés par l'éruption de l'épidémie d'Ebola fin 2013 en Afrique de l'Ouest, est sorti vendredi en avant-première dans la capitale libérienne Monrovia. Un tapis rouge a été dressé devant l'entrée d'un grand hôtel où s'est déroulée la projection pour accueillir l'équipe du film, composée de Libériens, et une cinquantaine d'invités, ont indiqué les médias. Partie du sud de la Guinée en décembre 2013, avant de toucher le Liberia et la Sierra Leone, l'épidémie d'Ebola la plus importante de l'histoire a fait jusqu'en janvier 2016 plus de 11 300 morts dans ces trois pays, selon l'OMS, dont quelque 4800 rien qu'au Liberia.

«Il y avait le besoin de raconter ce qui a dévasté notre pays pendant l'épidémie», a expliqué, vendredi, quelques heures avant la première du film, son producteur, Cosme Pulano, cité par l'agence AFP, qui s'est inspiré de sa propre histoire pour écrire le scénario. La peur de la

fièvre hémorragique avait provoqué des scènes dantesques au Liberia, avaient rapporté des journalistes. Dans le village de Ballajah, une adolescente de 12 ans était restée cloîtrée une semaine entière avec le corps de sa mère, «sans nourriture ni eau», avant de mourir à son tour dans une maison aux portes et fenêtres scellées par les agents sanitaires, avait à l'époque expliqué le chef de la localité. Le long métrage de fiction, le premier sur le sujet à avoir été tourné et produit au Liberia, doit «avoir une vertu éducative» car «le virus peut revenir à tout moment», selon le cinéaste de 39 ans. «Je suis d'accord qu'il est important de parler d'Ebola, même si je n'aime pas trop me souvenir de ce passé horrible», a confié Adams Zeogar, cité par l'agence AFP, qui a survécu à l'épidémie. Si l'Afrique de l'Ouest n'est plus touchée, une nouvelle flambée d'Ebola a tué quelque 2200 personnes depuis août 2018 dans l'Est de la République démocratique du Congo. Cosme Pulano explique avoir lui-même échappé de peu à la maladie. En pleine épidé-

mie, il a été pris de fortes douleurs à la tête et ses proches l'ont mis en quarantaine, craignant qu'il ait été contaminé. Mais il a ignoré l'avis de ceux qui lui conseillaient de se rendre dans un centre de traitement d'Ebola après que sa sœur lui ait fait remarquer qu'il serait déjà mort s'il avait effectivement été atteint par le virus. «Rentrer dans une unité de traitement d'Ebola, c'était comme passer la porte de l'enfer», raconte-t-il, en expliquant le titre de son film, au budget de 40.000 dollars (36.600 euros). «Il y avait un besoin pour nous de raconter notre propre histoire», estime Pulano, en précisant que 15% des recettes iront à des associations d'aide aux orphelins d'Ebola. «Je suis l'un des principaux acteurs et j'ai perdu mon frère et ma tante pendant la crise. Pour moi, c'était une grande expérience» de participer au tournage, a confié Dahsaw Owusu, qui joue le rôle du meilleur ami du rôle principal. «Je suis infirmière et j'ai joué mon propre rôle, il y avait un côté très excitant», a déclaré Angeline Taylor.



Palestine

L'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale sur les victimes des attaques israéliennes à Ghaza

«Trente-quatre personnes ont été tuées à Ghaza, y compris des enfants et des femmes, lors de la dernière agression israélienne sur la bande de Ghaza, entre le 12 et le 14 Novembre», a déclaré Jimmy McGoldry, coordonnateur humanitaire des Nations unies pour la Palestine, et coordonnateur spécial adjoint du processus de paix au Moyen-Orient. «Il y a clairement une grande tragédie là-bas. Une famille entière a été tuée dans l'une des attaques», a-t-il dénoncé

McGoldry a poursuivi : «Je pense qu'il doit y avoir des enquêtes indépendantes et impartiales sur ces événements.» À propos de la récente déclaration américaine sur la légalité des colonies de peuplement israéliennes, le coordonnateur des Nations unies a déclaré : «C'est une violation du droit international et un obstacle à la réalisation d'une paix durable, ce qui est regrettable». Il a déclaré que la décision de renouveler le mandat de l'Office de secours et des travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), est «très importante», «à la suite du vote des États membres, qui témoigne d'un soutien absolu» pour l'agence de l'ONU. Ce mois-ci, le Conseil de sécurité a renouvelé le mandat des opérations de l'Agence UNRWA jusqu'en 2023, où 170 pays ont voté en faveur de la résolution, deux pays s'y sont opposés (États-Unis et Israël) et 7 pays se sont abstenus.

Les avions de guerre israéliens bombardent le nord de la bande de Ghaza

Des avions de guerre de l'occupation israélienne ont bombardé, samedi matin, un site dans la ville de Beit Lahia, au nord de la bande de Ghaza, rapporte l'agence de presse palestinienne, Wafa. Selon cette même source, les avions de guerre israéliens ont visé au moins par trois missiles, un site situé au nord de la ville, le détruisant, l'incendiant et causant des dommages aux propriétés des résidents à proximité. L'artillerie et les avions israéliens avaient visé la nuit dernière deux sites à l'est de la ville de Ghaza sans faire de victimes, rappelle Wafa. Toutefois, dans le nord de l'enclave palestinienne, un adolescent palestinien a été tué et quatre personnes blessées, vendredi, par des tirs de l'occupant israélien, avait indiqué le ministère de la Santé à Ghaza. Fahd Al Astal, (16 ans), est décédé après avoir été blessé par balles à l'estomac, à l'est de Khan Younès, dans le centre de Ghaza, avait précisé cette source. Depuis mars 2018, la bande de Ghaza est le théâtre de manifestations hebdomadaires généralement accompagnées de répression israélienne, pour réclamer, notamment la levée du strict blocus israélien imposé depuis plus de 10 ans à l'enclave. Depuis cette date, au moins 348 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens, pour la grande majorité lors des heurts qui accompagnent ces rassemblements. D'autres sont morts dans des frappes israéliennes. D'abord massive, la participation à ce mouvement réclamant «le droit au retour» des Palestiniens chassés de leurs terres en 1948 avait fortement diminué. Les manifestations ont été



officiellement annulées, vendredi, pour la 3^e semaine consécutive.

«Les colonies menacent la solution à deux États», affirme Mogherini

La Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, a réaffirmé, vendredi, que les colonies israéliennes «menacent la solution à deux États», lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg, a rapporté, samedi, l'agence de presse Wafa. Mogherini a dit : «Tout plan qui ne prend pas en considération les intérêts des deux parties échouera, toutefois, le travail continue dans ces circonstances difficiles pour maintenir cette idée». «Nous avons affirmé que les colonies sont illégales au regard du droit international et menacent une solution à deux États», a-t-elle réaffirmé. L'administration de Donald Trump, en rupture avec la tradition diplomatique américaine, a décidé la semaine dernière de ne plus considérer comme illégales les colonies israéliennes en Palestine, une décision qui a provoqué un tollé international. Par ailleurs, Mogherini a souligné qu'«Israël a droit à la sécurité. Cependant, la sûreté ne sera durable et réelle que si elle est basée sur la paix et une solution à deux États. C'est la seule solution viable, durable et réaliste», selon Wafa. «Je suis convaincue qu'avec une direction courageuse, un retour aux négociations est encore possible. Cinq ans après ma

première visite en tant que Haute Représentante en Palestine et en Israël, je reste convaincue, aujourd'hui, que cet objectif est réaliste et réalisable», a encore dit Mogherini. L'ensemble de la communauté internationale juge les colonies illégales, en se référant à la 4^e Convention de Genève, qui interdit à l'autorité de l'occupation de transférer des Israéliens vers les territoires occupés. Il y a quelques semaines, la Cour de justice des Communautés européennes a décidé que les États membres de l'UE devraient, en matière d'étiquetage des denrées alimentaires, mentionner que tous les produits fabriqués dans les colonies sont des «produits de colonies» plutôt que «fabriqués en Israël», rappelle Wafa.

Khalil Al Hayya : «Tous les accords pour liquider la question des réfugiés sont voués à l'échec»

Un membre du Bureau politique du Mouvement de résistance islamique «Hamas», Khalil Al Hayya, a déclaré que les camps palestiniens resteraient un droit de défense du droit au retour et que tout accord suspect visant à liquider leur cause était voué à l'échec. Dans un discours prononcé lors d'une visite d'une délégation de la direction du Hamas dans les camps palestiniens à Beyrouth, Al Hayya a rassuré les réfugiés palestiniens sur la situation de la résistance en Palestine, soulignant qu'ils se préparaient pour la bataille de la libération et du retour. La délégation

du Hamas comprenait des membres du bureau politique Khalil Al Hayya, Rawhi Mushtaha, le leader du mouvement, Wissam Abou Shammala, le responsable des relations libanaises du Hamas au Liban, Ayman Shana'a, et le responsable politique de la région de Beyrouth, Ali Qassem.

La délégation a commencé sa visite en visitant les camps de Sabra et de Chatila.

Elle a, également, visité le camp de Burj Al Barajneh et a été informée des conditions de vie difficiles dans le camp. Elle a, également, rencontré les représentants factions, des familles et des liens sociaux existant dans le camp. Un membre du bureau politique du mouvement, Rawhi Mushtaha, a appelé lors d'une réunion publique dans le camp à renforcer l'unité nationale palestinienne et mettre fin à la division. Mushtaha a appelé à l'amélioration des conditions de vie des réfugiés dans les camps et à leur assurer une vie décente.

Sri Lanka : Colombo affirme son soutien à la Palestine et aux droits de son peuple

Le Sri Lanka a affirmé sa «position stable» dans son soutien à la Palestine et aux droits du peuple palestinien, lors d'une rencontre entre son ministre des Affaires étrangères, Dinesh Gunawardena et l'ambassadeur de l'État de Palestine, Zuhair Hamadallah Zaid, vendredi, dans la capitale Colombo, a rapporté, samedi, l'agence de presse Wafa. Gunawardena a souligné l'«attachement de son pays à la politique du Mouvement des pays non alignés qui possède une position claire sur la question palestinienne qui inclut le soutien aux droits des Palestiniens», selon Wafa. Pour sa part, l'ambassadeur Zaid a informé Gunawardena des derniers développements en Palestine et des crimes commis par la puissance occupante (Israël) contre le peuple palestinien ainsi que les attaques des colons contre les citoyens et leurs biens, qui se sont intensifiées en raison du parti pris américain à l'occupation en lui donnant le feu vert de persister dans ses politiques d'annexion et d'expansion. L'administration de Donald Trump, en rupture avec la tradition diplomatique américaine, a décidé la semaine dernière de ne plus considérer comme illégales les colonies israéliennes en Palestine. La décision américaine fait suite à deux autres décisions choc ces derniers mois : la reconnaissance unilatérale d'Al Qods occupée comme «capitale» de l'occupant israélien et celle de la souveraineté de l'État hébreu sur le Golan syrien.

Ahsene Saaid /Ag.

Irak

Les Irakiens poursuivent leur mouvement de contestation

Les Irakiens poursuivaient, ce samedi, à Baghdad et dans le sud du pays leur mouvement de contestation du pouvoir en place assurant qu'ils maintiendraient leurs campements et blocages des routes jusqu'au départ de «tous les corrompus», malgré l'annonce du Premier ministre Adel Abdel Mahdi de son intention de démissionner.

Vendredi, Mahdi, en fonction depuis un an, a annoncé qu'il allait «soumettre au Parlement une lettre formelle dans laquelle il exprime (son) intention de démissionner, afin que l'Assemblée puisse revoir ces choix». À Nassiriya, des manifestants ont brûlé des pneus à travers trois ponts enjambant l'Euphrate dans la ville qui borde les ruines de l'antique Ur, selon des correspondants de presse sur place. Des centaines d'autres ont convergé vers un campement installé sur une place du centre de cette ville du sud du pays où depuis deux mois les manifestants conspuent le pouvoir à Baghdad, un mouvement endeuillé en 2 mois par plus de 420 morts et quelque 15 000 blessés, selon un bilan donné par des sources policières et médicales. Depuis jeudi, 42 manifestants ont été tués à Nassiriya, où

les forces de l'ordre les pourchassent en tirant à l'arme automatique. Les manifestants eux ripostent en incendiant des QG de la police. Dans le sud, également, à Diwaniya, des milliers d'Irakiens se sont rassemblés, samedi, pour réclamer «la chute du régime» et la fin du système politique conçu par les Etats-Unis, après le renversement de Saddam Hussein en 2003 consécutif à l'invasion américaine du pays. «On continue le mouvement, la démission d'Adel Abdel Mahdi n'est que la première étape, il faudra ensuite limoger et juger tous les corrompus», a dit un des manifestants cité par des médias. Les Irakiens réclament une nouvelle Constitution et, surtout, un renouvellement complet d'une classe politique qu'ils jugent incompétente. À Najaf, ville sainte chiite où des manifestants ont incendié, mercredi soir, le consulat

iranien, le calme régnait, samedi matin. Ces derniers jours, les manifestations et les affrontements ont eu lieu dans l'après-midi et le soir.

Jeudi, cinq manifestants ont été tués à Najaf par des hommes en civil qui ont tiré sur des jeunes s'approchant d'un sanctuaire où siège un parti, selon des témoins. Le gouverneur de la ville a réclamé au pouvoir à Baghdad l'envoi d'enquêteurs et de juges pour faire la lumière sur ces morts. Vingt-et-un manifestants ont été tués depuis jeudi à Najaf. L'autre ville sainte chiite au sud de Baghdad, Kerbala, était, également, calme, samedi matin, après une nuit de violence, jeunes manifestants et forces de sécurité s'étant de nouveau jeté des cocktails Molotov jusqu'aux premières heures du jour, selon des médias.

RD Congo

Visite à Beni du chef des opérations de la paix de l'ONU

Le secrétaire général-adjoint des Nations unies, Jean-Pierre Lacroix, est arrivé, samedi, à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, où plus de 100 civils ont été massacrés par des groupes armés depuis le 5 Novembre, a indiqué une source onusienne. Les tueries attribuées au groupe armé d'origine ougandaise ADF ont provoqué dans la région des émeutes contre les autorités et les Casques bleus, accusés par une partie de la population d'assister passivement aux massacres.

Le secrétaire général adjoint en charge des opérations de maintien de la paix, va visiter à Beni une base civile de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) saccagée par les manifestants, lundi. Il va aussi rencontrer l'état-major de l'armée congolaise et les autorités locales, a ajouté un porte-parole de la Monusco. La présidence de la République congolaise a annoncé, lundi, des opérations militaires «conjointes» avec la Monusco pour rétablir la sécurité dans la région de Beni. «Une coopération plus étroite entre les FARDC (l'armée congolaise) et la MONUSCO est nécessaire pour renforcer les mesures de protection des civils», a déclaré, vendredi, un porte-parole de l'Union européenne (UE) dans un communiqué. L'UE a condamné les «attaques lâches» contre les civils, estimant que leurs auteurs «doivent être traduits en justice». La visite de Lacroix intervient alors que le Conseil de sécurité des Nations unies doit renouveler d'ici la fin du mois de décembre le mandat de la mission onusienne en RDC. Présentes depuis 20 ans en RDC, les Nations unies y entretiennent une de leurs missions les plus importantes au monde, avec 16 000 membres du personnel militaire et plus d'un milliard de dollars de budget annuel (chiffres de 2018). Au moins sept manifestants ont été tués dans la répression des mouvements anti-ONU. La Monusco a annoncé, mercredi, l'ouverture d'une «enquête» sur la mort, mardi, d'un jeune homme tué par balle alors qu'il s'appêtait à lancer un cocktail molotov sur un Casque bleu malawite à Beni.

Attentat de Londres

Le Gouvernement promet d'ouvrir une enquête

Le Gouvernement britannique a promis, samedi, d'ouvrir une enquête sur les circonstances ayant permis à un ex-prisonnier condamné pour terrorisme, en liberté conditionnelle, de tuer deux personnes à coups de couteau à Londres avant d'être maîtrisé par des civils, selon des médias locaux. «Après tout événement de ce genre, il doit y avoir -et il y a toujours- une évaluation complète et une tentative de tirer les leçons», a déclaré le secrétaire d'État chargé de la sécurité, Brandon Lewis, sur la BBC. Il n'a pas dit si l'attaque constituait un «échec» pour les autorités. Qualifiée de «terroriste» par la police, elle est survenue, vendredi, en début d'après-midi, à London Bridge, provo-

quant la panique dans ce quartier très fréquenté du centre de la capitale britannique. L'assaillant a été identifié par la police comme Usman Khan, 28 ans, condamné en 2012 pour des infractions terroristes et remis en liberté conditionnelle 6 ans plus tard. Il participait, vendredi, à une conférence organisée par l'université de Cambridge sur la réhabilitation des prisonniers, selon la presse. Elle se déroulait dans le Fishmonger's Hall, un bâtiment à l'extrémité nord du London Bridge à l'intérieur duquel l'attaque a commencé. Porteur d'un engin explosif factice, l'assaillant a été abattu par la police après avoir été maîtrisé sur le pont enjambant la Tamise par des citoyens.

Soudan

Des manifestants demandent justice pour leurs camarades tués

Des centaines de Soudanais ont manifesté, samedi, à Khartoum, pour réclamer que justice soit rendue à leurs camarades, tués lors du mouvement de contestation ayant abouti à la destitution d'Omar El Béchir, ont rapporté des sources médiatiques. Selon les Forces pour la liberté et le changement, fer de lance du mouvement, plus de 250 personnes ont été tuées et des centaines blessées durant la contestation, de décembre 2018 à août 2019. «Sang pour sang», a scandé la foule devant le bureau du Premier ministre dans la capitale, selon ces médias, faisant remarquer que des dizaines de policiers ont été déployés autour du rassemblement. Le président déchu Omar El Béchir est actuellement emprisonné. Le verdict de son procès pour corruption est attendu le 14 décembre. À la suite d'un accord conclu en août entre l'armée et les meneurs de la contestation, un Conseil souverain formé de civils et de militaires est chargé d'assurer la transition vers un régime civil, l'une des principales revendications des manifestants. Un Gouvernement civil dirigé par Abdallah Hamdok, un économiste, est chargé de la gestion quotidienne du pays et de s'atteler à résorber une crise économique aigüe, élément déclencheur du mouvement de contestation en décembre 2018.

Séisme en Albanie

50 morts et 913 blessés

Le bilan définitif du séisme de magnitude 6,4 qui a ébranlé, mardi dernier, l'Albanie est de 50 morts, 913 blessés et près de 600 000 personnes sinistrées, a-t-on appris, samedi, de source diplomatique. Selon la même source, «les opérations de secours sont terminées» et le bilan final du tremblement de terre, le plus puissant dans ce petit pays des Balkans depuis près d'un siècle, est de «50 morts et 913 blessés».

«Près de 600 000 personnes sont sinistrées» à la suite de ce désastre, «dont la plupart sont des familles avec enfants en bas âge nécessitant un relogement», a-t-on précisé. Le pays continue de subir de fortes répliques du séisme provoquant à chaque fois de nouveaux dégâts, notamment dans les villes les plus affectées de Durres, Thumane, Lazha et Laç.

«Alors que ces villes sont presque totalement détruites, la capitale Tirana compte à elle seule 1192 logements quasiment détruits, 265 logements nécessitant des restaurations, 8 écoles et un centre médical fermés», selon le communiqué de l'ambassade. Environ 250 secouristes ont pris part aux opérations de secours dont ceux dépêchés par les pays de la région de l'Union européenne (UE).

Une douzaine de nationalités y ont participé, notamment de Serbie, de Croatie, d'Italie, de Grèce, du Kosovo, de France de Roumanie, de Turquie du Monténégro, de Macédoine du Nord et de Suisse. L'Albanie a connu ces 5 derniers jours un formidable élan international de solidarité.

Les messages de soutien ont fusé des quatre coins du monde et les aides de toute nature continuent d'affluer dont celle de la Turquie qui a annoncé le lancement de la reconstruction immédiate de 500 logements par l'agence TOKI, et celles des Emirats arabes unis qui viennent de débloquent un montant de 3,2 millions d'euros pour l'aide d'urgence aux sinistrés et à la reconstruction des villes détruites, a-t-on fait savoir.

D'autres pays ont, également, débloquent des aides financières, notamment l'Azerbaïdjan (500.000 €), la République de Corée (300.000 €), le Kosovo (500.000 €), la Macédoine du Nord (100.000 €), l'Estonie (50.000 €). «Le fonds de solidarité online e-albania a enregistré au 29 Novembre un total de 1,69 million d'euros, 125.000 \$ et 157 millions de Lek, de contributions volontaires», a conclu le communiqué.

Accord de libre-échange nord-américain Le négociateur mexicain prudent

Le négociateur commercial du Mexique s'est dit, vendredi, prudemment optimiste sur une finalisation prochaine du nouvel accord de libre-échange trilatéral (AEUMC) avec le Canada et les Etats-Unis, après avoir rencontré des responsables canadiens à Ottawa.

L'AEUMC est une refonte de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) vieux de 25 ans, mais l'entrée en vigueur de ce nouvel accord modernisé est en attente du feu vert des démocrates américains, qui ont la majorité à la Chambre basse du Congrès aux Etats-Unis. «Si les amendements sont acceptables, (s'il s'agit) d'améliorations, je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas en train de nous serrer la main la semaine prochaine» pour sceller l'accord, a dit Jésus Seade à la presse. «Je crois que c'est possible», a-t-il encore dit.

Mais «si quelque chose de compliqué se présente et qu'il faut en discuter et que nous devons encore retourner vers les législateurs démocrates (américains) et tout ça, alors ça pourrait prendre plus de temps et (aller) jusqu'à l'année prochaine». Plus tôt, Seade s'était entretenu avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau et la vice-Première ministre Chrystia Freeland. «Nous savons qu'il y a encore un peu de travail en plus à faire», a dit Trudeau au début de la rencontre. Nancy Pelosi, cheffe des démocrates américains à la Chambre des représentants, négocie

actuellement avec l'administration Trump les modifications du texte portant sur le droit du travail, mais aussi des questions d'environnement et de mécanisme de règlement des différends. Des demandes qui concernent essentiellement le Mexique, les syndicats américains craignant une concurrence déloyale. Pour l'instant, seul Mexico a ratifié le texte. Le Canada a précisé qu'il ratifierait l'accord en même temps que les Etats-Unis.

Cameroun

15 opposants condamnés à la prison ferme

Quinze partisans du principal opposant camerounais, Maurice Kamto, ont été condamnés, vendredi, à Douala, à 6 mois de prison ferme pour avoir participé à une manifestation remettant en cause le résultat des présidentielles, ont indiqué les médias citant un de leurs avocats. Ils ont été condamnés pour «action de rébellion et manifestation illégale», a précisé M^e Gabriel Kontchou, cité par l'agence l'AFP. «Il s'agit de ceux qui ont pris part à la marche du 1^{er} juin 2019» pour «contester le résultat de la présidentielle de 2018, où Kamto était arrivé 2^e face à Paul Biya», a-t-il précisé, ajoutant qu'il comptait faire appel. Depuis la libération de Kamto début octobre, après 8 mois d'emprisonnement pour avoir participé à une de ces marches, aucun manifestant du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) n'avait encore été condamné. Le candidat malheureux à la présidentielle avait été relâché avec une centaine de ses partisans détenus pour les mêmes raisons sur ordre du Président Paul Biya, 86 ans dont 37 au pouvoir, mais les procédures engagées contre d'autres militants, dont les 15 condamnés, vendredi, s'étaient poursuivies. Le Gouvernement a annoncé début Novembre la tenue d'élections législatives et municipales en février, après qu'elles aient été reportées à deux reprises, mais le MRC a appelé, lundi, à leur boycott. «Organiser des élections au Cameroun, aujourd'hui, qui, plus est des élections locales, sans avoir rétabli la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest... c'est donner le message que (les) populations (de ces régions) ne sont pas des Camérounais et ce, faisant, consacrer la partition de fait du pays», avait déclaré Kamto. Depuis 2 ans, l'ouest du pays est le théâtre d'un conflit meurtrier qui oppose indépendantistes anglophones à l'armée et qui a déjà fait plus de 3000 morts, selon des ONG. Ces deux régions comptent environ 16% de la population camerounaise.

Pérou

La cheffe de l'opposition Keiko Fujimori sort de prison

La cheffe de l'opposition péruvienne Keiko Fujimori est sortie de prison, vendredi, après 13 mois de détention provisoire, en application d'une décision annoncée, lundi, par la Cour constitutionnelle, ont rapporté des médias. «J'ai vécu l'événement le plus douloureux de ma vie», a déclaré Fujimori en quittant sa prison à Lima, accueillie par son mari et par un groupe de sympathisants. Keiko Fujimori, 44 ans, était détenue depuis le 31 octobre 2018 dans le cadre du scandale Odebrecht, du nom d'un géant brésilien du bâtiment, qui a reconnu avoir versé des pots-de-vin à de nombreux dirigeants politiques latino-américains, dont quatre anciens présidents péruviens. La Cour constitutionnelle, la plus haute Instance judiciaire péruvienne, avait ordonné, lundi, sa remise en liberté en précisant que cette décision ne concernait pas le fond de l'affaire, qui fait toujours l'objet d'une enquête judiciaire. Keiko Fujimori, cheffe du parti Fuerza Popular (droite populiste), est accusée d'avoir reçu des fonds d'Odebrecht pour sa campagne électorale de 2011. Le parti de Keiko Fujimori était redevenue la première force politique du pays à la faveur des élections de 2016. Mais il n'a cessé depuis de perdre du terrain, déjà marqué par les deux défaites successives de Fujimori au second tour des élections présidentielles de 2011 et 2016. Des élections législatives anticipées ont été convoquées pour le 26 janvier par le Président Martin Vizcarra, après la dissolution du Parlement le 30 septembre, dans le cadre de sa croisade anti-corruption. Il a, notamment fait ratifier par référendum en 2018 une réforme qui prévoit que les députés actuels ne pourront pas être réélus lors des prochaines législatives.

Tunisie

Mongi Rahoui rejette une proposition de Habib Jemli d'intégrer le nouveau Gouvernement

Le député Mongi Rahoui a dit, vendredi, rejeter une proposition du chef du Gouvernement tunisien désigné Habib Jemli d'intégrer le nouveau Gouvernement, selon l'agence TAP. Dans une déclaration aux médias à l'issue de sa rencontre à Dar Dhiafa à Carthage avec le chef du Gouvernement désigné, Rahoui a réaffirmé la position du parti du Front populaire, qui, a-t-il insisté, «n'est pas concerné par le processus de formation du Gouvernement», a rapporté la TAP. Mongi Rahoui a dit craindre des «dangers» et des «doutes» qui planent autour de ce processus, en raison de la composition du Parlement et de la nature des défis qui se posent en cette étape délicate.

Par ailleurs, Rahoui a réaffirmé la position du Front populaire envers le parti vainqueur des législatives en allusion au mouvement «Ennahdha» qui a chargé Habib Jemli de former un Gouvernement, faisant état des «soupçons» autour de la coalition au pouvoir (2011-2014). Selon Rahoui, la rencontre a porté sur la situation générale dans le pays ainsi que sur les défis qui se posent.

Il affirmé avoir évoqué avec le chef du Gouvernement désigné la situation des finances publiques et celle de l'économie nationale, rappelant qu'il avait dirigé au Parlement la Commission des finances, de la planification et du développement.

Iran

Téhéran juge «exagéré» le bilan des troubles donné par une ONG

L'Iran a jugé «exagéré», samedi, le bilan d'une organisation de défense des droits humains, selon laquelle plus de 160 manifestants ont été tués dans les troubles nés de la hausse du prix du carburant dans le pays. «Les statistiques d'organisations internationales sur ceux qui ont été tués dans les récents incidents ne sont pas crédibles», a affirmé le ministre adjoint de l'Intérieur Jamal Orf, cité par l'agence officielle Irna. Ces organisations «exagèrent» les chiffres, a-t-il insisté. Vendredi, Amnesty International a estimé que 161 manifestants ont été tués après l'intervention des forces de l'ordre pour disperser les manifestations, déclenchées le 15 Novembre par l'annonce d'une hausse du prix de l'essence dans le pays. Le parquet doit annoncer un bilan basé sur des chiffres qu'il a reçus du bureau du médecin légiste, a indiqué Orf, sans préciser de date. Les autorités répètent que la contestation, au cours de laquelle des stations-service, des commissariats, des mosquées et des bâtiments publics ont été incendiés ou attaqués, est le résultat d'un «complot» ourdi à l'étranger. L'essence est extrêmement subventionnée en Iran et le Gouvernement a indiqué que les recettes provenant de la hausse du prix à la pompe (50% sur les soixante premiers litres mensuels, prix triplé ensuite) seraient intégralement reversées aux ménages les moins favorisés. Selon Irna, les premiers versements d'aides ont eu lieu entre les 18 et 23 Novembre.

Otan

Le SG annonce une «forte» augmentation des dépenses de défense des pays membres en 2019

Le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), Jens Stoltenberg, a annoncé, vendredi, une «forte» augmentation des dépenses de défense des pays membres de l'Alliance atlantique en 2019. Les dépenses de défense dans les pays européens de l'Alliance et au Canada ont augmenté de 4,6% en termes réels en 2019, marquant ainsi une 5^e année consécutive de croissance, a fait savoir Stoltenberg lors d'une présentation à Bruxelles, avant le sommet de l'OTAN, prévu les 3 et 4 décembre à Londres. Il a, également, relevé qu'à la fin de 2020, ces pays auront investi 130 milliards de dollars de plus par rapport à 2016. «Selon les dernières estimations, l'augmentation cumulée des dépenses de défense sera, d'ici à la fin 2024, de l'ordre de 400 milliards de dollars. Il s'agit d'une avancée sans précédent, qui rend l'OTAN plus forte», s'est félicité le SG de l'Alliance atlantique. Stoltenberg a, en outre, confirmé qu'un

plus grand nombre d'Alliés consacrent 2% de leur PIB à la défense, notant que cette année, 9 pays membres de l'OTAN atteindront cet objectif, alors qu'ils n'étaient que 3 il y a à peine quelques années. «Les Alliés investissent, également, des milliards de dollars de plus dans de nouvelles capacités et ils contribuent aux déploiements de l'OTAN à travers le monde», a-t-il ajouté, mettant l'accent sur la nécessité de déployer davantage d'efforts pour poursuivre sur cette lancée. Stoltenberg a, par ailleurs, souligné que les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays de l'Alliance atlantique devraient prendre, lors de leur sommet à Londres, des décisions visant à poursuivre l'adaptation de l'OTAN, notamment par un nouvel accroissement de la disponibilité opérationnelle des forces des pays de l'Alliance, la reconnaissance de l'espace en tant que milieu d'opérations et l'actualisation du plan d'action contre le terrorisme.

Santé

Miraoui a affirmé que l'État avait décidé de classer la question de la lutte contre le cancer en tant que priorité nationale

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a annoncé, jeudi à Alger, que son département œuvrait à la création et la composition d'une commission nationale pour la prise en charge des cancéreux nécessitant une immunothérapie ou une thérapie ciblée.

Supervisant, jeudi, l'ouverture du 11^e séminaire de la Société algérienne de formation et de recherche en oncologie (SAFRO), le ministre a expliqué que cette commission se chargera de la «définition des priorités dans le cadre d'une stratégie nationale étudiée et équilibrée prenant en considération deux principes fondamentaux, à savoir la maîtrise et la rationalisation des dépenses ainsi que l'efficacité du traitement». Rappelant la situation épidémique du cancer en Algérie qui atteindra 48 000 nouveaux cas en 2020 contre 41 870 nouveaux cas en 2015, Miraoui a fait état des principaux types de cancers répandus en Algérie, en tête desquels le cancer du colon, des poumons, de la prostate, de la vessie et de l'estomac qui constitue un taux de 62% chez les hommes, outre, le cancer du sein, du colorectal, et de l'utérus dont le taux d'atteinte chez les femmes est de 68,2%. Face à cette situation et en vue d'assurer la protection des citoyens de cette maladie, le ministre a affirmé que l'État avait décidé de classer la question de la lutte contre le cancer en tant que «priorité nationale» en lui consacrant un programme spécial. Dans ce cadre, les pouvoirs publics ont procédé au renforcement de la prévention et la lutte



contre les facteurs d'atteinte par le développement du diagnostic, l'amélioration du traitement dans un cadre pluridisciplinaire, la bonne orientation et l'accompagnement des malades, le suivi de leur prise en charge, le renforcement de la recherche en oncologie, outre, la maîtrise de l'exploitation des ressources disponibles et la rationalisation de leur utilisation, a rappelé le ministre. Pour ce qui est de la prévention, l'accent a été mis sur la lutte contre le tabagisme et toutes formes de toxicomanie, la pratique du sport et ce, en s'appuyant, notamment sur deux éléments, la sensibilisation et la formation. Quant à l'amélioration du diagnostic, ajoute le ministre, il a été recommandé l'ouverture de plusieurs laboratoires, services et unités en anatomie interne, en sus du développement des services d'imagerie médicale et de la médecine nucléaire. S'agissant de l'amélioration du

traitement, plusieurs services et unités spécialisées en chimiothérapie (41 unités) et 77 structures hospitalières pour le traitement du cancer sur le territoire national, ainsi que des centres de lutte contre le cancer et des services de radiologie. «Dans ce sillage, le ministre a rappelé l'acquisition de 33 accélérateurs dans le secteur public et 10 autres pour les établissements privés. Au volet de la formation et l'adoption de protocoles, le ministère a élaboré un guide thérapeutique relatif aux cancers des poumons, de prostate, du sein, colorectal et de l'utérus et formé les médecins généralistes, spécialistes, physiciens, pharmaciens et praticiens paramédicaux», a-t-il poursuivi. Miraoui a fait état, par ailleurs, du renforcement du système d'information qui a pour objectif le développement de la surveillance et d'établissement de trois registres de cancer dans les trois wilayas pôles à savoir Oran, Alger et Sétif.

Yasmina Derbal

MSP

Makri instruit la base et les structures de son parti de ne soutenir aucun candidat

Le mouvement islamiste de Abderrazak Makri ne laisse plus l'ombre d'un doute sur son boycott complet de la prochaine élection présidentielle en prévision de laquelle il met en garde les structures et les militants de son parti contre tout soutien à un quelconque candidat. Selon une instruction interne adressée à tous les responsables centraux et locaux du mouvement Abderrazak Makri les a sommés de ne pas s'inscrire dans l'optique de la présidentielle et de respecter «scrupuleusement» la position du parti. En revanche, il les a invités à «continuer à expliquer à la base militante la vision du mouvement et ses positions politiques en mettant

en relief le fait que le régime n'ait pas satisfait les revendications du changement, des réformes, du compromis politique et des conditions d'une compétition électorale honnête». Pour autant Makri a demandé à ces ouailles de suivre «tous les détails des opérations électorales et de noter des remarques pour pouvoir évaluer l'élection présidentielle», souligne l'instruction. Il est donc clair que le MSP ne donnera aucune consigne de vote en faveur d'un quelconque candidat contrairement au mouvement de Abdallah Djabballah qui se réserve la possibilité de soutenir l'un des 5 candidat», selon Lakhdar Benkhellaf.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire
الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



Complexe industriel et commercial
de Laghouat

AGRODIV

Filiale Céréales de Laghouat

Société par actions au capital
de 432.000.000 DA

Siège social : Zone industrielle Laghouat

مجمع الصناعات والتجارة الأغواط

فرع الأغواط للحبوب

شركة ذات أسهم برأس مال 432.000.000 دج

المقر الاجتماعي : المنطقة الصناعية الأغواط

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°01/2019 AYANT POUR OBJET «TRANSPORT DE MARCHANDISES»

La filiale céréales Laghouat lance un avis d'appel d'offres ouvert pour satisfaire aux besoins de l'approvisionnement de son circuit de distribution en Farines, Semoules et couscous vers les dépôts de ventes et les antennes de complexe industriel commercial les Moulins de Laghouat

Cette opération concerne les destinations à travers les wilayas suivantes : Tamanrasset - Ain Salah Ain Gazem - Ouaregla - Adrar - Illizi - Ghardaia Ville - Menea - Metlili - Zelfana - El Garrara - Tadjmout - Ksar Hirane - Aflou - El Bayadh - Mascara - Tiaret - Saïda - El Naâma - Djelfa - Alger.

Tous les soumissionnaires qualifiés dans le domaine de transport marchandise peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau juridique de l'entreprise contre un paiement de mille dinars (1500.00) au compte N° : 003 00297 000 220 1300 45 BADR - LAGHOUAT

Les offres doivent comporter une offre technique et une offre financière :

A : Offre technique : à insérer dans une enveloppe portant la mention « Offre technique », avec l'indication du nom et de l'adresse du soumissionnaire concerné.

B : Offre financière : à insérer dans une enveloppe portant la mention « Offre financière », avec l'indication du nom et de l'adresse du soumissionnaire concerné.

Les offres techniques et financières seront fermées, cachetées séparément dans deux enveloppes intérieures, intégrées dans une enveloppe extérieure anonyme. L'enveloppe extérieure doit être anonyme et porter l'objet du projet, le numéro de consultation de service et la mention « soumission à ne pas ouvrir » avec l'adresse du service contractant.

Avis Appel D'offres Ouvert N°01/2019
Ayant pour objet « transport de marchandises »
C.I.C de Laghouat – Z I Bouchakeur

«Ouvert uniquement par le Comité pour l'Ouverture des Appariades et l'Évaluation des offres»

La date limite de dépôt des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la date de la première parution de l'appel d'offres ouvert aux quotidiens nationaux à 12 :00.

Les offres ne seront pas acceptées, si elles parviennent après la date limite fixée pour le dépôt des offres.

La séance d'ouverture des plis se tiendra au niveau de la Direction Générale de la Filiale les Moulins de Laghouat – Zone industrielle Bouchakeur- Laghouat, à 14 :00 heures le même jour de la date limite de dépôt des offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant 30 jours

Siège Social : Zone Industrielle Bouchakeur – LAGHOUAT Tél : (029).13.38.79 – Fax : (029).13.38.81

L'Echo d'Algérie : 01/12/2019

Anep : 1916 025 878

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE GHARDAIA
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
NIF : 099747019000423

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°...../2019

La Direction de la santé et de la population De La Wilaya De Ghardaïa lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec Exigence de capacités minimales pour L'ACQUISITION D'UN SCANNER 16

BARRETTES

Les candidats intéressés par le présent appel d'offre peuvent soumissionner ou présent appel d'offre ; Toutes fois ils doivent soumissionner pour la totalité des articles composants, sous peine de rejet de leurs offres.

Les candidats ou leurs représentants peuvent retirer le cahier des charges auprès de La Direction de la santé et de la population, sise au siège de la wilaya de ghardaïa

Le présent appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux agents économiques fabricants, importateurs titulaires du registre de commerce ayant en relation avec l'objet du présent cahier des charge :

- Agrément du ministère de la santé et de la population et la réforme hospitalière, et ayant réalisé au moins un projet similaire à l'objet du présent cahier des charges justifié par une attestation de bonne exécution délivré par un établissement public
- registre de commerce

Les offres doivent comporter dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, ces enveloppes sont mise dans une enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°...../2019

L'ACQUISITION INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UN SCANNER 16 BARRETTES

(A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE GHARDAIA

SISE AU SIEGE DE LA WILAYA DE GHARDAIA

Elles doivent contenir les pièces citées dans l'article n° 11 du présent cahier des charges.

La durée de préparation des offres est fixée à 21 jours à compter de la date de la 1ère parution de l'avis d'appel d'offre dans le BOMOP ou la presse nationale ; si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixé au dernier jour de la durée de préparation des offres jusqu'à 14h00 heure à la direction de la santé et de la population GHARDAIA et l'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14 h00 en présence des soumissionnaires.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de 03 trois mois augmentée de la période de préparation des offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire.

L'Echo d'Algérie : 01/12/2019

Anep : 1916 025 882

Sudoku

	7				3		4	2
2	4		6				8	1
		3		2		6		
	6							
		8		6		9	3	
3							7	
		2		9		7		
7				4	2			9
6	8						5	

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
						B				G		

14	15	16	17	18	19
V	M	F		H	D

Ramené dans son pays

1	2	3	P	4	1	5	6		4	2	7	2	8
6	9	2	10		6	10	10	6	2	11	12	10	6
	5	10	2	8	8	6	10	4	13	6	6		14
1	6	4	1	12	13	14	6	1		10	13	6	6
2	10	6		4	1	5	15	6	1		16	13	10
	6	17	4	18	6	4	5	17	15	6		1	10
8	1		2	13		2	17		2	17	3	9	6
18		17	8	1	13	7		12		8	5		17
2	3	5	12	10		9	2	1	19	2	10	4	
10	5		4	6	4	6	17	19	6	9	12	13	3
8	12	7	17		6		17	13	8	6	4	4	6
2	10	2		2	9	2	5	1	6	17		6	13
1		1	2	5	9		17	6	9		10	13	9
19	2	4		9	6	19		17	6	3	2	1	6

Une chanson de Pierre Bachelet

3	2	1	4	5
2	14	12	5	1

2	14	2	10	4		19	
4	12	13	4		19	5	4

Pêle-mêle

Cette pièce de charpente sert d'étau



ABAISSER	DEVOUE	METRAGE
ADMISE	DIESE	PAYER
ALLUMEE	ENTOURAGE	REBATIE
APPLAUDI	ETAGEE	REDIT
BLAGUE	FIEFFEE	REJOUIR
CABOTAGE	FIGUE	SINGLE
CONCEVOIR	GRAFFITI	TOISEE
DEPLIEE	JESUITE	VERDOYER
DESIRANT	LOYALISME	VIRAGO

E	U	G	A	L	B	V	I	P	A	Y	E	R	P	F
J	V	E	S	E	I	D	A	T	I	D	E	R	E	I
E	E	O	R	R	N	B	E	L	I	B	M	G	D	E
S	R	G	A	E	A	T	O	P	A	F	A	I	E	F
U	D	G	A	I	J	Y	O	T	L	T	F	M	S	F
I	O	E	S	R	A	O	I	U	O	I	U	A	I	E
T	Y	S	V	L	T	E	U	B	R	L	E	G	R	E
E	E	S	I	O	T	E	A	I	L	A	U	E	A	G
R	R	S	I	N	U	C	M	A	R	E	G	T	N	A
A	M	R	I	O	V	E	C	N	O	C	L	E	T	T
E	A	P	P	L	A	U	D	I	S	I	N	G	L	E

Mots fléchés

1	2	3	4	5	6	7	8	9
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Répandre, propager des bruits,
des nouvelles

[illegible]

Solutions

Mots codés

KAPATRIK ■ TABAC
 ELAN ■ ENBAGONE
 V ■ INACCENTUEE
 RETROUVER ■ NUEE
 ANE ■ TRIEMER ■ FUN
 ESTHETISME ■ RN
 CRAV ■ ASPLE
 HSCRB ■ OCIS
 APION ■ LARDANT ■
 NIT ■ TRESDELOUP
 COBS ■ ESUCETTE
 AN ■ ALAIRE ■ EU
 DRRAIL ■ SEL ■ NUL
 DAT ■ LED ■ SPARE

Mots fléchés

[illegible]

Sudoku

986	517	824	735
421	396	824	735
986	517	824	735
342	517	824	735
857	396	824	735
169	824	824	735
431	279	279	568
675	148	148	392
298	635	635	147
513	482	482	679
924	761	761	853
786	953	953	214

**NUMEROS UTILES****Numéros Verts**

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Ait Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraine :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Aigle Azur :	021 50 91 91
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or	021 54 25 62

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20
- Hôtel - El Boustane - El Ménéa	029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

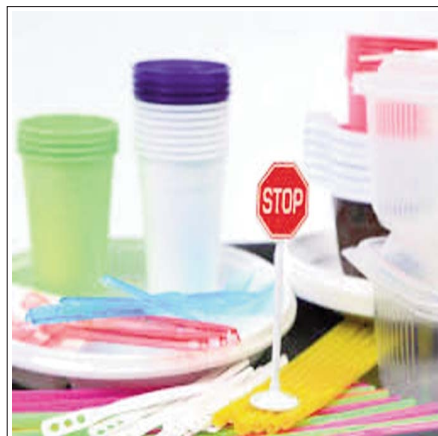
Un milliardaire,
adepte du sadomasochisme,
renoue avec une jeune femme qui
veut une vraie relation de couple.
Son passé sulfureux
va refaire surface...

**21h05 : Cinquante
nuances plus sombres****3****21h05 : Les enquêtes de Vera**

Vera Stanhope,
inspectrice en
chef de la police
du comté de
Northumberland,
en Angleterre,
enquête sur la
mort tragique
d'un adolescent
qui avait fugué...

5**22h20 : Che Guevara,
naissance d'un...**

Cinéphile,
écrivain,
photographe,
Che Guevara n'a
eu de cesse de
construire le
mythe qui lui
survivra, se
mettant en scène
en famille, au
pouvoir ou au
combat...

6**21h05 : Capital**

Pause déjeuner :
la fin du plastique
jetable. À partir
du 1^{er} janvier
2020, vaisselle
jetable et pailles
en plastique
seront interdites
en France.
De nouveaux
matériaux
prendront...

C8**21h00 : Représailles**

Pour l'aider à
surmonter la mort
d'un vigile de son
établissement, tué
lors d'un
braquage, un
Directeur de
banque sollicite
l'aide de son
voisin,
ex-policier...

4**21h05 : Le Hobbit /
La bataille des cinq armées**

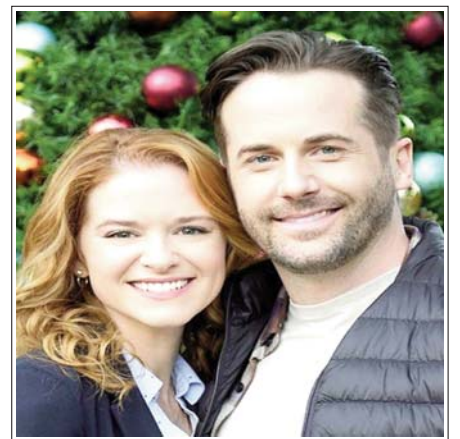
Une gigantesque
bataille pour les
richesses de la
Montagne
Solitaire se
prépare entre les
armées des
Nains, des Elfes,
des Humains,
des Wargs
et des Orques...

arte**20h55 : La fille de Ryan**

En Irlande du
Nord, durant la
Première Guerre
mondiale, la
femme d'un
instituteur
s'éprend d'un
soldat anglais :
un amour
impossible dans
un contexte
tendu...

TMC**21h05 : Cold Case**

Après la
découverte d'une
confession
anonyme,
l'équipe de Lilly
Rush rouvre
l'enquête non
élucidée du
meurtre, en 1997,
d'une lycéenne
de 16 ans...

W9**21h05 : Le courrier de Noël**

Après une
rupture, une
femme, de retour
dans sa ville
natale pour les
vacances de
Noël, participe
à une
correspondance
anonyme et reçoit
de magnifiques
lettres...

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites	0776 88 22 38
------------------------	---------------

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja	0795 22 65 77
------------------------	---------------

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaid - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

Hôtels - Sud

- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Boxe-Golden Gloves 2019

Six des 9 algériens engagés ont atteint les demi-finales

Six des 9 pugilistes algériens engagés dans la 62^e édition du tournoi international «Golden Gloves» qui se déroule du 26 novembre au 1^{er} décembre 2019 en Serbie ont atteint les demi-finales, et concourront ce vendredi soir pour une place en finale.

Il s'agit de Mohamed Flissi (52 kg), Oussama Mordjane (57 kg), Yahia Abdelli (63 kg), Younès Nemouchi (75 kg), Sofiane Tabi (75 kg) et Abdelhafid Benchebba (91 kg). A l'inverse, leurs compatriotes Chemseddine Kramou (69 kg), Azzouz Boudia (81 kg) et Chouaïb Bouloudinats (91 kg) ont été moins chanceux, puisqu'ils ont tous été éliminés au tour précédent.

La sélection algérienne se trouve sur le lieu de la compétition depuis la mi-novembre courant, où elle a commencé par effectuer un stage de préparation, avant de s'engager dans cette 62^e édition des Golden Gloves. C'est le deuxième véritable cycle de préparation pour la sélection algérienne en vue des JO-2020, après celui effectué du 19 octobre au 2 novembre, au Centre régional de préparation des équipes nationales à Chlef. Le staff technique national, composé des entraîneurs Dine Ahmed, Merchoud Behous et Boubekri Mohamed, a fait appel à neuf boxeurs pour ce deuxième stage à Belgrade, qui sera l'occasion pour lui d'évaluer leur forme physique, ainsi que leur progression sur le technique, avant le prochain tournoi qualificatif, prévu du 20 au 29 février 2020 à Dakar (Sénégal). Quatre épreuves continentales et une épreuve mondiale de qualification se tiendront entre février et mai 2020 pour donner aux boxeurs la possibilité de se qualifier pour le tournoi de boxe des Jeux olympiques de Tokyo.



Championnats arabes 2019 de cyclisme

Les sélections algériennes à pied d'œuvre en Égypte

Les sélections algériennes (cadets/juniors/seniors) de cyclisme sont à pied d'œuvre en Égypte, en vue des Championnats arabes 2019, prévus 30 novembre au 6 décembre à Alexandrie. La sélection seniors, composée d'Azzedine Lagab, Saïdi Nassim, Abderrahmane Mansouri, Mohamed Bouzidi, Hamza Yacine et Oussama Chebbloui était la première à se rendre sur les lieux, et dès jeudi. Elle fut rejointe le lendemain en Égypte

par le reste de la délégation, comportant les sélections de cadets, des juniors et des seniors dames, composée d'Aïcha Tihar, Racha Belkacem Benounane et Lydia Kasmi. La sélection juniors (filles) quant à elle se compose de Nour El Yassamine Bouzenzen et Nesrine Si-Yakoub, alors que celle des juniors (garçons) regroupait Youcef Fersedou, Zaki Boudar, Hamza Amari, Seddik Benganif, Youcef Boukhari et

Ayoub Sahiri. Chez les cadets, la Direction technique nationale a sélectionné Salah Eddine Cherki, Abdelkarim Ferkous, Belabsi Akram, Abdelatif Guerroudja, Mohamed Redouane Brinis et Iyad Benbrahim, alors que chez les filles, seule Nesrine Houili a été sélectionnée. Mohamed Amari, membre du Bureau fédéral, a été désigné comme chef de la délégation algérienne en Égypte.

Championnat de paramoteur à Timgad

Début des épreuves avec 25 athlètes



La 2^e édition du championnat national de paramoteur a été lancée vendredi dans la commune de Timgad, distante de 35 km de la ville de Batna, avec la participation de 25 athlètes, venus de 10 wilayas, a-t-on constaté. Les planeurs venus de Sidi Bel-Abbès, Djelfa, Ghardaïa, Laghouat et Skikda sont soumis à trois épreuves dans le cadre de cette compétition, la précision d'atterrissage, l'économie du carburant et la manipulation

de voile en vol a précisé, le président du club de paramoteur «Hamdha», Amar Djegra, organisateur de l'évènement. Cette compétition, de deux jours, ouverte en présence du vice-président de la Fédération algérienne des sports aériens (FASA), Mourad Boughuefa, se déroule au barrage Koudiet Lamedouar, a-t-on noté. Le championnat national de paramoteur tenu dans la capitale des Aurès qui intervient après une première édition organisée à Djanet (Illizi) en 2010 a pour objectif principale de «renforcer en éléments l'équipe nationale de cette discipline», a relevé Djegra. Selon le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), «toutes les dispositions ont été prises pour faire réussir ce rendez-vous sportif».

Il a ajouté que des efforts sont déployés localement pour abriter au barrage Koudiet Lamdouar un championnat arabe de paramoteur arguant que «le site dispose de tous les critères éligibles pour l'organisation de telles manifestations».

À retenir que le championnat national de paramoteur de Timgad est organisé par le club local, «Hamdha» sous l'égide de la FASA et en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports.

Championnat national des jeunes talents du badminton

Début de la compétition de la poule Est

Le championnat national des jeunes talents du badminton des catégories 11, 13, 15 et 17 ans (filles et garçons) a débuté vendredi à la salle omnisports Makhoul-Mustapha à Bourmel dans la wilaya de Jijel avec la participation des clubs de quatre wilayas de l'Est du pays. «Cette compétition, la finale, intervient à l'issue des épreuves du 1^{er} tour et est organisée simultanément à Jijel pour les clubs des wilayas de l'Est, à Tipasa pour le Centre et à Chlef pour les clubs de l'Ouest du pays» a déclaré, le représentant de la Fédération algérienne de badminton, Saber Meribout. Il a ajouté que les premiers badistes qualifiés prendront part au stage programmé durant les vacances d'hiver pour sélectionner les meilleurs éléments devant renforcer l'équipe nationale de badminton en prévision du championnat arabe de la même discipline prévu à Alger en mars 2020, a ajouté le même responsable. Cette manifestation sportive de deux jours, organisée par la Fédération algérienne de badminton, en collaboration avec la Ligue de la même discipline regroupe Jijel, Béjaïa, Constantine et Mila, et est inscrite dans le cadre de la continuité du plan de développement des activités de la Fédération de la discipline et la promotion et la vulgarisation de la pratique chez les jeunes badistes.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA D'ALGER

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE DAR EL BEIDA

COMMUNE DE BORDJ EL KIFFAN

NIF : 41000200001608501029

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 14/2019

La Commune de Bordj El Kiffan lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales, en application des articles : 39, 40, 42 ou 44 du décret présidentiel 15/247 du : 16.09.2015 Portant réglementation des marchés publics et des délégations service public portant :

Travaux d'aménagement de bouledrome de centre ville

Les entreprises **avant les conditions d'éligibilités suivantes :**

Capacité professionnelle : qualification et disposant d'un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité. activité principale dans le domaine **bâtiment catégorie (02) ou plus**

Capacité technique :

Référence professionnelle : ayant réalisé au moins un projet de travaux similaire ou plus, justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par une institution publique ou étatique.

les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales, Peuvent retirer les cahiers des charges auprès du bureau des **marchés de la commune de Bordj El Kiffan** contre paiement de **3000 mille dinars** auprès du trésorier communal rue 01 novembre Bordj El Kiffan.

Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires et établies conformément aux dispositions réglementaires citées dans le cahier des charges à savoir:

-DOSSIER DE CANDIDATURE :

- 1-Une déclaration de candidature daté ; signé et paraphé
- 2- une déclaration de probité
- 3-les statuts relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes

L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT:

- 1- une déclaration à soucrire conforme au model
- 2-le mémoire technique.
- 3-le reste des pièces (voir la page 07 du cahier des charges).

L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT:

- La lettre de soumission, dûment renseignée.
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU), dûment renseignée ;
 - Le détail quantitatif et estimatif (DQE), dûment renseignée ;
- Il est précisé que les offres devront être remises directement la date et heure limite de dépôt des offres.
- Le soumissionnaire devra soigneusement examiner toutes les instructions, conditions, modèles, termes, spécifications au dossier d'appel d'offre
- L'offre doit être adressée sous trois plis, le pli intérieur portant les renseignements du soumissionnaire contenant dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, mis dans un pli extérieur fermés et anonymes portant l'intitulé de l'opération à savoir:

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE
N° : 14/2019

travaux d'aménagement de bouledrome de centre ville
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Bureau des marchés publics
Adresse : rue Salah Eddine Al Ayoubi

La durée de préparation des offres et fixée à **quinze (15) jours** à compter de la première 1^{re} Publication dans le BOMOP ou la presse.

Le jour et l'heure de dépôt des offres est le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à 12.00h.

L'ouverture des plis est fixée en séance publique, en présence des entreprises, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13.00h

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Ligue des Champions - Groupe D
JSK-AS Vita Club 1-0Les Jaune et Vert réussissent
leur entame

Les joueurs de la JS Kabylie ont réussi à prendre les trois points, face aux Congolais de l'AS Vita Club lors de la première journée de la phase de groupe de la Ligue des champions africaine.

Les hommes d'Hubert Velud ont su prendre les choses en main dès les premières minutes du match, à deux reprises, l'avant-centre, Abdelwahid Belgherbi, rate de peu l'ouverture du score, de la tête, à la 5^e mn puis une 2^e fois à la 10^e mn de jeu. Durant une première période presque à sens unique, les joueurs algériens se sont créé plusieurs occasions nettes, mais sans pouvoir prendre l'avantage au score. Les supporters kabyles, venus en nombre au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou, ont dû attendre la 65^e mn de jeu pour enfin célébrer le but de la délivrance grâce à une belle reprise du milieu de terrain, Toufik Addadi. Les coéquipiers de Saâdou

étaient obligés de prendre les trois points, hier soir, face à l'AS Vita Club pour pouvoir prétendre jouer les premiers rôles dans un groupe très relevé. Les Jaune et Vert affronteront, lors du prochain match de cette compétition, le double tenant du titre, l'Espérance de Tunis le 6 décembre prochain en Tunisie. A noter que le coach de la JSK a refusé de continuer la conférence de presse d'après-match suite à une question d'un journaliste sur les faiblesses de l'équipe locale sur le flanc gauche. Une réaction étonnante du technicien français sachant que la CAF impose l'exercice médiatique à chaque fin de match de Ligue des Champions.

Bessa N.

Olympique de Marseille
Belmadi sera honoré la semaine prochaine

L'Olympique de Marseille qui est dans une nouvelle stratégie qui vise à se rapprocher de ses supporters à travers le monde, investit désormais sur le continent africain avec en premier lieu le public algérien. Dans ce cadre le club organise dans une semaine un événement nommé #OMAfrica en vue de rendre hommage aux internationaux africains passés par l'OM entre autres. Dans ce cadre, un hommage particulier sera rendu à Djamel Belmadi qui donnera le coup d'envoi du match Marseille-Bordeaux le 8 décembre prochain. Il sera accompagné de Kheireddine Zetchi dans le but de saluer le titre africain de l'Algérie.

Selon «Manchester Evening News»
Mahrez tout proche de la barre des 50 buts inscrits en Angleterre

L'international algérien Riyad Mahrez n'est plus qu'à un but des cinquante buts inscrits en Premier League anglaise, devenant le premier Algérien à atteindre cette barre symbolique, rapporte le média britannique, *Manchester Evening News*. Mahrez deviendrait seulement 9^e joueur africain à atteindre la barre des 50 buts inscrits, et le 100^e joueur global à inscrire un tel nombre de buts en Premier League. Le capitaine de l'Algérie avait inscrit son 49^e but lors du dernier match face à Chelsea, qui avait permis à son équipe Manchester City

de prendre trois précieux points dans la lutte pour la 1^{re} place du classement. Avant de rejoindre l'équipe de Pep Guardiola, Riyad Mahrez avait inscrit 39 buts avec Leicester City dont 17 buts lors de la campagne épique qui avait permis à ce modeste club de remporter le championnat en 2017.

AS Monaco
Jardim : «Slimani a besoin de concentration durant les matchs»

En conférence de presse, l'entraîneur portugais de Monaco Leonardo Jardim s'est exprimé sur l'absence de son attaquant Islam Slimani qui a écopé de deux matchs de suspension après son carton rouge face à Bordeaux.

L'entraîneur de Monaco a indiqué : «Tout le monde sait que j'aime beaucoup Slimani parce que c'est un bon garçon mais il doit se contrôler et ne pas s'énerver durant les matchs. Slimani a besoin de concentration».

L'ancien du Sporting a déclaré :

«Je sais que c'est difficile de rester dans une bonne forme mentale quand t'es mené mais il faut savoir gérer son match.»

Rappelons que Slimani avait marqué un but face à Bordeaux avant de recevoir deux cartons jaunes qu'il aurait pu éviter.

Arabie saoudite
Benlamri de retour aux entraînements

Après trois jours sans entraînements à cause de ses problèmes avec les dirigeants, le défenseur international algérien Djamel Benlamri a fait son retour avec le groupe de son équipe. Le joueur formé au NAHD a décidé de retourner aux entraînements collectifs avant-hier pour préparer la prochaine rencontre de championnat. Le problème du rock défensif de l'EN semble être réglé avec ses dirigeants et son staff technique qui l'avait écarté la semaine passée du onze titulaire. Rappelons que plusieurs équipes en Arabie saoudite veulent profiter de la situation de Benlamri avec ses dirigeants pour essayer de bénéficier de ses services lors du prochain mercato.

Ligue des champions africaine L'idée audacieuse d'Infantino

Une Ligue des champions fermée. Les grosses écuries européennes en rêvent depuis quelque temps, Gianni Infantino veut, quant à lui, la créer d'abord... en Afrique.

Invité à Lubumbashi, en République démocratique du Congo pour fêter le 80^e anniversaire de la création du TP Mazembe, le président de la Fifa en a saisi l'occasion pour lancer une idée qui ne manquera pas de faire rêver tout un Continent ou pas. Une idée pour le moins ambitieuse pour ne pas dire audacieuse qui consiste à créer une Ligue des champions fermée.

«Il faut prendre les 20 meilleurs clubs d'Afrique et les faire jouer dans une ligue africaine», a-t-il suggéré dans des propos rapportés par l'AFP. Pour étayer sa proposition, le premier responsable du football mondial ajoute : «Une telle ligue peut générer au moins 200 millions de revenus, ce qui la placerait dans le Top 10 mondial, du jour au lendemain». Rien que ça ! Avec Infantino tout est semble-t-il question de revenus, de pognon et d'investissements. Il lance d'ailleurs un appel aux riches investisseurs, «pour récolter un milliard afin que l'on puisse doter chaque pays africain d'un vrai stade de football aux normes FIFA et internationales», ajoute-t-il, ayant probablement constaté le grand déficit des Africains dans ce secteur. Son objectif est de «porter le football africain au sommet du monde», mais aussi d'arrêter l'exode des joueurs africains vers l'Europe. A moins que ce soit juste un effet d'annonce en vue de récolter un maximum de voix en vue de sa réélection à la tête de la Fifa ? En tout cas, son projet

ne manquera pas susciter l'intérêt, même si sa concrétisation paraît plutôt compliquée, voire utopique. Il y aura certainement des pour et des contre, car un tel projet pourrait affaiblir considérablement les championnats locaux. D'autres ne veulent pas non plus que l'Afrique soit un laboratoire pour la Superligue européenne dont la création semble inéluctable dans les années à venir. La CAF otage de ses divergences internes et engluée dans une crise latente conséquence d'une gestion désastreuse depuis des décennies n'a plus son destin en mains.

Son président Ahmad Ahmad a reconnu son échec sollicitant l'expertise de la Fifa. Une demande de tutelle à peine déguisée sur laquelle a sauté Infantino pour élargir son champ d'action et son influence à travers tout un continent connu pour être un pourvoyeur de voix. Une ligue des champions africaine fermée, quel impact aura-t-elle, par ailleurs, sur les clubs algériens en cas de sa concrétisation ? Pour le moment, ce n'est qu'une simple suggestion lancée certes par un haut responsable du football, mais sa réalisation exige une longue réflexion et beaucoup de moyens que les équipes africaines ne possèdent pas actuellement. Mais elle a le mérite d'exister désormais. Si une élite se dégage en Afrique, à savoir Mazembe, Vita Club, Enyimba, ASEC Abidjan, Mamelodi Sundowns et Kaizers Chiefs, Ahly, Zamalek, Ismaily (Egypte), Esperance, Club



Africain, Etoile du Sahel, Sfax (Tunisie), Wydad et Raja Casablanca, les FAR (Maroc), Al Hilal (Soudan). Chez nous, le choix des trois clubs serait cornélien, car il y a au moins cinq équipes qui peuvent prétendre à cette Ligue. On ne voudrait pas tirer

des plans sur la comète, mais cette compétition pourrait faire beaucoup de de malheureux. Heureusement que pour le moment ce n'est qu'une suggestion, une idée lancée en l'air. Mais sait-on jamais...

Ali Nezloui

Coupe de la Confédération - San Pedro FC-Paradou AC Les Algérois en péril à Abidjan



Le Paradou AC, seul représentant algérien en phase de poules de la Confédération de football (CAF), effectue un déplacement périlleux à Abidjan pour défier les Ivoiriens de San Pedro FC, aujourd'hui au stade Félix-Houphouët-Boigny (17h, algériennes), dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr. D). Ayant réalisé la performance d'atteindre ce stade de l'épreuve pour sa première participation continentale, le PAC, en très mauvaise posture en championnat de Ligue 1 (16^e et dernier, 8 pts), est appelé à sortir le grand jeu pour réussir ses débuts dans cette phase de groupes. La mission des coéquipiers du milieu international Adam Zorgane s'annonce difficile, notamment en l'absence de plusieurs cadors. En effet, le club algérois se présentera amoindri par la défection de pas moins de quatre éléments : Ryad Benayad, Islam Arous, Zakaria Messibah, et Hamza Mouali, tous blessés. «Le moins que l'on puisse dire est que la cascade de blessures dont souffrent nos joueurs constitue un véritable handicap pour l'équipe. Surtout que ce sont des éléments clés. Ca sera un match difficile face à une équipe qu'on ne connaît pas vraiment», a affirmé

l'entraîneur portugais des Jaune et Bleu Francisco Alexandre Chalo. Le PAC a de quoi nourrir des appréhensions puisque son adversaire n'est autre que le coleader du championnat ivoirien, en compagnie de l'Académie de football Amadou Diallo (AFAD), avec 15 points, au terme de la 7^e journée. Les Pétruciens, détenteurs de la Coupe de la Côte d'Ivoire 2019, se sont qualifiés pour la phase de poules, en éliminant en 16^{es} de finale (bis) les Ghanéens de l'Asante Kotoko (aller : 2-0, retour : 0-1). De son côté, le Paradou a validé son billet aux dépens des Ougandais de Kampala City (aller : 0-0, retour : 4-1). Dans l'autre match de ce groupe D, les Marocains de Hassania Agadir, dirigés sur le banc par le nouvel entraîneur M'hamed Fakhir, accueilleront ce soir (20h, algériennes) leurs homologues nigériens d'Enyimba, reversé en Coupe de la Confédération après son élimination en 16^{es} de finale de la Ligue des champions. Rappelons que le CR Belouizdad, l'autre représentant algérien dans cette épreuve, avait été éliminé en 16^{es} de finale par les Egyptiens de Pyramids FC (aller : 1-1, retour : 0-1).

Ligue 1 - MC Oran La crise financière plane

Belhadj Ahmed a réagi avant-hier quant à l'irrégularité de la dernière AG extraordinaire des actionnaires, transformée en réunion d'urgence tenue à l'hôtel Le Méridien au cours de laquelle il a été décidé d'entamer une action judiciaire contre Baba. Ce dernier a pris tout le monde à contre-pied et a remis des documents, à l'exception du bilan qui se trouve au niveau du comptable.

Le club n'est pas à l'abri d'une crise financière, car aucune réunion du conseil d'administration ou AG des actionnaires ne s'est tenue pour trouver des solutions et permettre au club de retrouver sa stabilité. Aujourd'hui, le MCO est pris en otage, devenant un centre de conflit d'intérêts. Certains actionnaires inconscients persistent dans le bricolage et le double langage sans se soucier du danger qui guette le MCO. C'est la raison qui pousse actuellement les supporters à exiger le départ de tous les actionnaires sans exception, d'autant plus que certains investisseurs, selon notre source, ont émis le vœu d'intégrer la SSPA / MCO, à condition que la situation s'éclaircisse sur le plan juridique et que les malintentionnés, qui gravitent autour, libèrent le champ. La question qui se pose actuellement est de savoir si la situation

connaîtra un dénouement final. Là, c'est l'indécision car le fameux bilan 2018 n'est pas approuvé par les actionnaires comme l'exige la réglementation. Qui est habilité à remettre les documents et représenter la SSPA / MCO au niveau de la DCGF ? A quand la tenue de l'AG des actionnaires pour élire un nouveau président pour débloquer un tant soit peu la situation ? A présent, une seule solution est envisageable. Il s'agit de l'intervention du wali d'Oran, laquelle est indispensable pour mettre fin à la mascarade au sein d'un club qui n'a pas renoué avec les consécutions depuis plus de vingt ans. Est-il concevable que sur 18 actionnaires, seuls les habitués manifestent leur présence pour seulement préserver leurs intérêts ?

Le MCO est devenu un canal grandiose pour s'approcher des autorités locales et autres institutions étatiques. Devant cette malheureuse et regrettable situation, les supporters veulent mettre à profit le huis clos du match MCO-USB pour organiser une marche qui est prévue cet après-midi pour la venue d'une société et le départ de tous les actionnaires, notamment ceux à l'origine du conflit juridique ayant mis le Mouloudia dans un engrenage indescrivable. Le

public mouloudéen exige aujourd'hui du sang nouveau et des profils sans antécédents. Ce qui sera certainement très difficile à réaliser tant que les actionnaires tiennent en otage le club et «nagent» dans la confusion juridique ayant amené le club à être sérieusement menacé par la DCGF. «C'est une honte à tous les niveaux et une mascarade cynique avec des manipulations commandées par des intérêts», affirmera un vieux fan du MCO.

«C'est le comble de l'hérésie. Peut-on encore rêver de jours meilleurs», se lamente un autre admirateur des Rouge et Blanc avec beaucoup d'amertume. Pourtant, le regretté Kacem Elimam a bel et bien laissé un message avant sa disparition. «Il faut lutter pour la survie du club», avait-il dit. Mais cela n'a pas été pris en considération, et le club se démène dans une crise sans précédent.

Au final, on se demande s'il y a encore des chances pour que ce club retrouve son lustre d'antan et la place qui devrait être la sienne et si elle incitera un jour la venue de solides investisseurs, d'hommes intègres et compétents. C'est du moins le rêve de ces milliers d'inconditionnels du Mouloudia d'Oran.

Météo  Min Max	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
	9°/20°	11°/20°	4°/10°	7°/22°	7°/23°
Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	06:03	12:37	15:14	17:36	19:01

Coopération algéro-chinoise

Rabehi et Zerouati participent à une opération
de reboisement à Alger

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a pris part, samedi, en compagnie de la ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, et de l'ambassadeur de Chine à Alger, Li Lianhe, à une opération de reboisement au Parc des Grands Vents à Delly Ibrahim, où des centaines d'arbres ont été plantés à l'initiative de l'Association d'amitié algéro-chinoise.

Cette opération de reboisement entre dans le cadre des initiatives algéro-chinoises visant à renforcer la coopération bilatérale et reflétant la profondeur des relations historiques entre l'Algérie et la Chine qui s'étendent à différents domaines vitaux pour l'établissement de passerelles solides entre les deux pays, a déclaré Rabehi à cette occasion. Soulignant que la République populaire de Chine était une grande nation qui a toujours été aux côtés de l'Algérie, le ministre a affirmé que les deux pays avaient réussi, grâce à leurs efforts conjoints, à conférer un caractère stratégique global à leurs relations de partenariat qui reposent, a-t-il dit, sur le respect mutuel et les intérêts communs. Saluant la détermination constante de la Chine à faire de ses relations avec l'Algérie des relations exemplaires dans les fora internationaux, Rabehi s'est réjoui que ces relations soient fondées sur les valeurs de confiance et de volonté commune à les promouvoir davantage au service des deux pays et des deux peuples. Pour sa part, la ministre de l'Environnement, Fatima Zohra Zerouati a mis en avant l'impératif de renforcer le partenariat entre les deux pays en matière d'environnement, citant l'opération de reboisement inscrite dans le cadre de la diversification et de l'élargissement des perspectives de coopération à

d'autres secteurs stratégiques. Un partenariat qui reflète, selon la ministre, l'engagement des deux États dans le cadre du partenariat avec le G77, en soutien aux projets de développement durable, de lutte contre les changements climatiques pour pouvoir tirer profit de l'expérience chinoise en matière de concrétisation de projets communs ambitieux ayant trait à l'environnement. L'ambassadeur de Chine à Alger, Li Lianhe a affirmé, pour sa part, «la disponibilité de son pays à consolider la coopération et les échanges avec l'Algérie en termes de lutte contre la désertification, la prévention des feux de forêts et le développement de l'agriculture, en vue de réaliser le développement durable entre les deux parties et construire un monde sain et propre». Selon le diplomate chinois, l'ambassade de Chine en Algérie participe, pour la 10^e fois consécutive, à cette initiative environnementale parrainée par l'Association d'amitié Algérie-Chine, et coïncidant avec le 61^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Des fonctionnaires de l'ambassade et des membres de la communauté chinoise établie en Algérie ont pris part à l'opération de reboisement d'oliviers, en signe d'amitié entre les deux peuples, a-t-il poursuivi. À cette occasion, le président de l'Association d'amitié



Algérie-Chine, le Dr Ismaïl Debeche, a fait savoir que l'initiative de reboisement, organisée depuis une dizaine d'années, avait connu la plantation de quelque 1000 arbustes de différents types dans plusieurs espaces forestiers et jardins de la capitale. L'olivier est l'arbuste le plus

planté lors de cette opération, considéré comme symbole de paix, et qui traduit la volonté «d'élargir les perspectives de coopération bilatérale de la sphère économique, au domaine de l'environnement, en vue de renforcer les relations humaines», a-t-il conclu.

Présidentielle du 12 décembre

Mihoubi : «Le peuple algérien a montré avec force son refus
de l'ingérence étrangère»

Le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre, Azzeddine Mihoubi, a affirmé, samedi à Mostaganem, que le peuple algérien, en sortant dans la rue, «a montré avec force son refus de l'ingérence étrangère». Lors d'une rencontre de proximité avec des citoyens au centre-ville de Mostaganem dans le cadre de sa campagne électorale, Azzeddine Mihoubi, a appelé à «davantage de sorties populaires, à l'image de la grande marche organisée, samedi, à Alger, où les citoyens ont protesté contre l'ingérence étrangère, à l'instar de celle du Parlement européen». Le candidat à l'élection présidentielle prochaine a souligné que

«cette marche a démontré l'unité du peuple algérien et sa force», ajoutant que «les Algériens défendent leur pays et n'acceptent aucune ingérence, quelle que soit sa nature». Azzeddine Mihoubi a, dans une discussion avec des citoyens au niveau de la place 1^{er}-Novembre (ex-place de la République), qualifié ce sursaut de «noble et fort», appelant à le valoriser et à soutenir ses initiateurs. Le candidat du RND a exprimé, au passage, son souhait de consolider le front intérieur national «face à tous ceux qui tentent de nuire à la sécurité et à la stabilité du pays et de parasiter les élections qui représentent en Algérie la sortie de

crise principale», et ce «par le renforcement de la volonté populaire d'élire un président de la République en toute démocratie et honnêteté», tout en présentant les idées principales et les projets contenus dans son programme électoral. Mihoubi a effectué une tournée dans la rue Benayad-Bendehiba au centre-ville, non loin du marché couvert et s'est attablé dans un café populaire aux arcades, pour dire que sa campagne électorale a une dimension «de proximité», celle d'écouter les citoyens sans exception et prendre connaissance de leurs préoccupations.

Convention de partenariat entre le ministère de la Formation
et de l'Enseignement professionnels et les SMA



Une convention de partenariat entre le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et les Scouts musulmans algériens (SMA) a été signée, samedi à Alger, visant la mise en place de mécanismes de promotion de l'action culturelle et le bénévolat auprès des jeunes. La cérémonie de signature de cette convention, première en

son genre, s'est déroulée en présence du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Dada Moussa Belkhir et du commandant général des SMA, Abderahmane Hamzaoui. À cette occasion, le ministre a mis en avant le rôle des SMA en matière d'encadrement et à de formation des jeunes ainsi que ses efforts en faveur de la vulgarisation et de la consécration des principes du patriotisme chez les générations montantes. Il a rappelé que le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels a accueilli cette année plus de 351 000 inscrits dans différentes spécialités, ce qui prouve «l'intérêt croissant qu'accorde les jeunes à la formation et à l'acquisition du savoir». Evoquant la convention conclue avec les SMA, le ministre a souligné qu'elle vise à «mettre en place des mécanismes devant permettre l'établissement de la coopération et l'instauration des bases de partenariat entre les deux parties», outre «la promotion de l'action culturelle et le bénévolat dans le milieu des jeunes». Pour sa part, le Commandant général des SMA a mis en avant la noble mission de l'école de scoutisme national dans «la préparation des générations en leur apprenant les principes de l'éducation et de l'enseignement et l'inculcation de la citoyenneté dans leurs esprits», affirmant l'importance de faire face à toute tentative visant la déstabilisation du pays.

Ligue des champions d'Afrique - Gr. C

L'USMA et le WA Casablanca
se neutralisent (1-1)

L'USM Alger a été tenue en échec par le club marocain du WA Casablanca 1-1 (mi-temps : 1-0), samedi au stade Mustapha-Tchaker (Blida) pour le compte de la 1^e journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football (groupe C). Les «Usmistes» ont ouvert le score après 5 mn de jeu par Abdelkrim Zouari, mais les visiteurs ont remis les pendules à l'heure à la 89^e par Badie Aouk. Le 2^e match du groupe C opposera samedi soir (20h) les Sud-africains de Mamelodi Sundowns au club angolais de Petro Atletico. Le 2^e représentant algérien dans cette prestigieuse compétition, la JS Kabylie, avait entamé son parcours vendredi à Tizi-Ouzou par une victoire face aux Congolais de l'AS Vita Club (1-0), dans le cadre du groupe D.



L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

www.lechodalgerie-dz.com